

GRAIN DE MALICE CONSTRUIT SA CROISSANCE SUR L’AFFILIATION P.26

Jun 2022

www.eco121.fr

ÉCO121 (#121)

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE



Menacé par l'usure du temps, mais aussi la disette des crédits de rénovation, le patrimoine régional n'en est pas moins un enjeu puissant de rayonnement culturel et de développement économique. La créativité bat son plein pour redonner vie aux témoignages du passé.

Notre enquête.

P.12.



RAYONNEMENT CULTUREL NOTRE PATRIMOINE EST-IL EN PÉRIL ?

AMIANTE : VALAME RÉSOUT LA QUADRATURE DU CERCLE P.36

Votre histoire stimule le futur.

CAISSE D'EPARGNE HAUTS DE FRANCE



BANQUE
PRIVÉE

Toutes les histoires d'entrepreneurs sont singulières.
Certaines s'enracinent depuis plusieurs générations. D'autres sont plus récentes,
comme celles de start-up promises à un avenir robuste.

Ces histoires, pourtant différentes,
provoquent la même prise de conscience.

Celle de démontrer que c'était possible.
Avec une conséquence positive immédiate, celle de stimuler le futur.

**Notre Banque privée accompagne les projets de vie des dirigeants d'entreprise,
Ensemble nous structurons le présent et construisons l'avenir
pour plus de sérénité.**

Sébastien YSEBAERT Banquier Privé - 06 98 51 39 04* - sebastien.ysebaert@hdf.caisse-epargne.fr**

***** Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France. Société anonyme (SAS) au capital de 200 000 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris (France) sous le numéro S 489 042 840. Siège social : 123, rue de Valenciennes, 75151 Paris Cedex 02. RCS Paris 123 456 789. Numéro de téléphone : 01 47 38 38 38. Site Internet : www.caisse-epargne.fr. Le présent document est le produit d'une analyse effectuée par les services de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France. Les informations contenues dans ce document ne constituent pas une recommandation d'investissement. Les services de conseil en investissement de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France ne sont pas habilités à effectuer de telles recommandations. Les services de conseil en investissement de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France ne sont pas habilités à effectuer de telles recommandations. Les services de conseil en investissement de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France ne sont pas habilités à effectuer de telles recommandations.

4-10

Tendances

- **Top-flop** : Sidérurgie : Arcelor qui rit, Vallourec qui pleure
- **Portrait** : Lebeurre veut imposer sa griffe sur les vêtements de travail

12-20

Grand Angle

- **Enquête** : notre patrimoine est-il en péril ?
- **Interview Guillaume Poitral, président de la Fondation du Patrimoine** : « *Notre patrimoine est notre identité* »

22-34

Territoires

- **Rev 3** : La Région veut encore monter en puissance
- **Grain de malice** construit sa croissance sur l'affiliation
- **3 Monts** veut monter en pression dans l'Hexagone

36-43

Entreprendre

- **Logement social** : comment Clésence mise sur l'innovation pour améliorer ses services
- **Entreprises centenaires** : des organismes bien vivants !
- **Créateurs** : L'Echo-Village crée une boucle vertueuse entre agri et aquaculture

46-48

Détente

- **Picasso** à l'Institut du monde arabe
- **Gastronomie** : La Villa à Lomme : une ambition gastronomique en rodage

Cette publication contient pour certains destinataires un document d'une page pour Bignon Lebray / un document d'une page pour QuinteSens

Patrimoine et temps long

Notre époque n'aime guère le temps long. Les transactions boursières font plusieurs fois la navette chaque seconde via les câbles sous l'Atlantique pour optimiser leurs performances. Le flux ininterrompu des infos nous biberonne à haute dose à chaque minute de la journée, une *breaking news* chassant l'autre aussi vite que celle-ci était arrivée. L'ère du grand zapping frappe dans tous les domaines. A peine élus, nos politiques préparent déjà la prochaine élection, l'émotion guidant leurs pas, tel fait divers ou tel mouvement de protestation entraînant dans les jours qui suivent des projets de lois rédigés à la hâte. L'exemple du nucléaire, marqué par la fermeture de Fessenheim en début du dernier mandat puis de la relance du programme atomique au terme de ce dernier, incarne assez ce mode de navigation à vue, devenu la norme. L'absence de réflexion ou de prospective sur nos finances publiques, pourtant en situation critique, procède du même refus de voir loin. Cette incapacité à se projeter dans le temps long est assurément l'un des grands fléaux de notre époque.



Photo ©Laurent Scavone

Bâtisseurs du passé

Le patrimoine s'inscrit précisément à rebours de cette tendance funeste. Les bâtisseurs du passé ont laissé derrière eux, modestement et sans signer leur travail, des cathédrales, des châteaux ou des ensembles plus modestes, comme autant de bijoux de l'architecture française, de l'excellence de corps de métiers qui constituent aussi une source de rayonnement qui se prolonge par-delà les siècles. Ce patrimoine est souvent en danger faute de financement ou de porteurs assez passionnés pour se jeter à corps perdu dans sa sauvegarde, pourtant si nécessaire. Rappelons l'émotion inouïe qui avait saisi la planète entière lors de l'incendie de Notre-Dame de Paris et la pluie de dons qui en avait résulté. Notre région, tout particulièrement depuis son élargissement à la Picardie, recèle de vrais trésors qu'il est essentiel de ne pas laisser tomber en ruine. Entre le château de Villers-Cotterêts transformé en centre international de la francophonie, l'abbaye Saint-Vaast à Arras muée en hôtel de prestige, la candidature du fort d'Ambleteuse au patrimoine mondial de l'Unesco, Eco121 vous propose une plongée au cœur d'un patrimoine régional aux enjeux trop souvent méconnus. Bonne lecture !

OLIVIER DUCUING
Directeur de la rédaction

À propos d'Eco121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collègues d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises.

Le deuxième collègue, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et le CEHDF qui contrôlent 33% des parts.

Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collègue professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires.

Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

www.eco121.fr

Éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 KC
Siret 528 819 485 00038
Siège social :
Ecopresse - Parc Riveo
300 rue de Lille -
59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05
redaction@eco121.fr
www.eco121.fr

Directeur de la publication
Olivier Verley
Directeur de la rédaction
Olivier Ducuing
Journalistes
Julie Kiavué
Guillaume Roussange

Ont participé à ce numéro
Anne Henry-Castelbou
Arnaud Lefebvre
Didier Nicolas

Publicité
Rossel Conseil Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.com
Secrétariat général
Krisztina Bonieux
Tél. : 03 55 33 21 05
Directeur artistique
Grégory Leduc
Imprimeur
La Presse Flamande,
rue du milieu
59190 Hazebrouck
ISSN : 2109-3792
Dépôt légal : à parution



-26%

C'est le volume d'émissions de CO₂ par tonne de verre produite que le groupe Arc a économisées entre 2010 et 2019, selon son dernier rapport développement durable 2021.



VOTRE TOP 5

Les actus les plus lues sur notre site eco121.fr

- [1] Sencrop lève 18 M\$ pour digitaliser les agriculteurs à l'échelle mondiale
- [2] Peuple belge : le monde économique vote pour le scénario XXL
- [3] Louis Vuitton s'adjuge l'Huîtrière
- [4] Quelle stratégie économique pour demain ? La Région consulte
- [5] L'américain Corning Life Sciences va implanter une usine à Ruitz

Centenaires, opus 3

Le Club des entreprises centenaires, qui a déjà produit deux ouvrages, en prépare un troisième à paraître à l'automne, sur le thème «*transmission et gouvernance*».

Industrie 4.0

La Fondation TotalEnergies va recruter à Lille le 23 juin au Siilab pour son initiative Industreet. Il s'agit de former des jeunes de 18 à 30 ans vers les nouveaux métiers de l'industrie, des bornes électriques au contrôle non destructif, sur des formations certifiantes (et rémunérées par Pole Emploi) de 8 à 18 mois. Les jeunes sont formés sur un campus à Stains, avec engagement de leur trouver un logement. Industreet vise une quinzaine de recrues nordistes. (en photo, la première promotion certifiée)

Comité Grand Béthune ?

Le président de l'agglomération CABBALR (Béthune-Bruay) et maire de Béthune Olivier Gacquerre a l'ambition de créer un Comité Grand Béthune dès le second semestre 2022. Un outil qui a vocation à développer la transversalité dans le nouveau cycle que vit le territoire depuis la fin de l'usine Bridgestone et la dynamique de réindustrialisation engagée depuis.



« MISSION CHOCS INDUSTRIELS »

Une mission « *chocs industriels* » est en vue sur les territoires de Hénin-Carvin et Lens Liévin. Le potentiel est de « *plusieurs centaines d'emplois* », selon Agnès Pannier-Runacher. La méthode dite « *chocs industriels* » a été développée dans le cadre du dispositif Territoires d'industrie, au profit de territoires présentant des fragilités structurelles, et confrontées à un choc conjoncturel.

Vos projets de construction, d'extension et de réhabilitation clés en main



03 20 04 04 41
abalone-construction.fr



merci!

BANQUE PRÉFÉRÉE DES PROS

**1^{ère} banque en termes de satisfaction
clients Pros sur notre territoire*.
Nos collaborateurs peuvent être fiers !**



* Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme et Ardennes. Selon les résultats du baromètre de satisfaction régional CSA mené auprès de 1137 professionnels interrogés par téléphone entre le 5 octobre 2021 et le 25 mars 2022.

Banque Populaire du Nord – 147 avenue de la République 59700 PLOMBIÈRE-BAROEUL – Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable
457 506 566 RCS Lille métropole – Inscrite à l'ORIAS sous le n°07 501 125 en tant que courtier, mandataire d'intermédiaire et mandataire d'assurance.

Conception/réalisation : **comcoming**

Top

SIDÉRURGIE : ARCELORMITTAL QUI RIT...

Vague importante de recrutements annoncée chez le sidérurgiste en Hauts-de-France. ArcelorMittal renforcera cette année les effectifs de ses sites nordistes, Dunkerque, Mardyck et Desvres, avec 530 nouveaux collaborateurs. Ceux-ci seront affectés aux postes de production, de maintenance, aux expéditions ou en logistique. 265 seront en CDI, dont 180 à Dunkerque et Mardyck et une cinquantaine à Desvres. Le sidérurgiste mondial emploie à ce jour près de 3 900 personnes en région. Les nouvelles embauches accompagneront le développement de son activité et les trois grands projets menés en interne. A savoir la décarbonation (ArcelorMittal cherche à réduire de 40% ses émissions de CO₂ d'ici 2030, avant la neutralité carbone vingt ans plus tard), l'internalisation de la maintenance pour réaliser à terme 50% de ces opérations en interne, contre 35% aujourd'hui, et enfin la construction d'une nouvelle ligne de production. Prévue à Mardyck, cette dernière sera dédiée à la production d'acier pour moteurs électriques.



"On doit revoir le Code des marchés publics, c'est incontournable. C'est un des sujets que je veux mettre sur la table avec le nouveau gouvernement, car il est indispensable qu'on nous laisse avancer"
Xavier Bertrand,
lors du forum Rev3

...VALLOUREC QUI PLEURE

Flop

Le nom même du géant mondial des tubes en acier sans soudure renvoie très directement à son berceau régional : VALenciennes, LOUvroil et RECquignies. Cet industriel majeur il y a encore quelques années dans la région s'est réduit à peau de chagrin, et vient de décider de fermer sa tuberie de Saint-Saulve (104 salariés) dans un vaste plan de réorganisation mondial portant sur 3 000 suppressions de postes et plusieurs fermetures dont deux en Allemagne et une en Ecosse. Saint-Saulve était un des hauts lieux historiques de Vallourec, réduit à une seule tuberie depuis la fermeture de son laminoir en 2015, avec 451 suppressions de postes, et le désengagement de l'aciérie électrique Ascoval, donnant lieu à un mémorable feuilleton qui s'est achevé il y a quelques mois par son rachat par le sidérurgiste allemand Saarstahl. Après la fermeture de la tuberie, il ne restera plus qu'une usine Vallourec en région, à Aulnoye-Aymeries.

« On se heurte encore au coût.

Financièrement, ce modèle ne paraît pas soutenable »

Sylvie Ruin,
directrice de l'Union Régionale pour l'Habitat (qui regroupe 60 organismes de logements sociaux), à propos de la massification de la rénovation des logements, de type EnergySprong, qui ressortent entre 100 et 120 K€ par logement contre une cible à 60 K€.

**« La fermeture
du site de
Vallourec Saint-
Saulve est une
étape
nécessaire, pour
ne pas
dire vitale »
Philippe Guillemot
Pdg de Vallourec**



**“Le contexte actuel, avec
l'essence à plus de 2€ le
litre, pousse certains à
réfléchir aux nouvelles
énergies pour leur véhicule.
La Mégane E-Tech arrive au
bon moment !”
Ivan Segal,**

directeur commercial Renault France, le
19 mai à la présentation de la Mégane
100% électrique à l'usine de Douai.

**“Ici on a cassé les silos!
Je n'ai pas vu un endroit
où on développe
un tel niveau
d'interdisciplinarité!”**

**Jean-Philippe
Ammeux,**

président (sortant) de l'IESEG, à
l'occasion de la présentation du plan
stratégique 2022-2027 de l'école.

**"Cet accord ne prévoit
que 400 reclassements.
Nous estimons
les pertes d'emplois
de 800
à un millier"**

Fabrice Jamart,

secrétaire de la CGT de la Française de
Mécanique à Douvrin, qui justifie de ne
pas avoir signé le projet de rupture
conventionnelle collective (cité dans le
Point spécial Lille du 12 mai)

**“L'Etat progresse
beaucoup, c'est une
évolution formidable au
service des entreprises,
je tiens à en témoigner”**



**Philippe
Hourdain,**

président de la CCI
Hauts-de-France, lors
de la soirée des
Entreprises
centenaires à la CCI
Grand Lille (lire
aussi p.41)



**" Il nous fallait
un lieu de
référence,
et ce lieu
est ici"**

Jean-Philippe Courtois
à l'occasion de l'inauguration
du nouveau campus parisien
de Skema

7 - 9 juin : Forum

International de la
Cybersécurité, Lille Grand
Palais

8 juin : Soirée

Invest'Innove, 17h30,
Banque Populaire du Nord,
Marcq-en-Baroeul

15 - 16 juin : « Top

logistics », le rendez-vous
des décideurs de la
logistique et de la supply
chain, Lille Grand Palais

17 juin : Le « Gala de

l'international » de la CCI
régionale, du WTC Lille et
Team France Export, 19h,
Palais de la Bourse, Lille
(sur inscription)

23 juin : Rencontres de

l'éco-transition au CD2E,
Loos-en-Gohelle

30 juin : Retour du

« Forum des clubs
d'entreprises
Artois/Douais », Artois
Expo, St-Laurent-Blangy,
dès 18h

1er juillet : Export Day

2022, siège de la Région
Hauts-de-France

> Carnets

Mouvements

> CRÉDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE

Laurent Martin est nommé au 1er juin pour prendre la succession de Christian Valette, jeune retraité, à la tête du Crédit Agricole Nord de France. Diplômé d'un DEA en droit économique international, il évolue au sein de la banque verte depuis 2007. Il débute comme directeur général adjoint pendant quatre ans au Crédit Agricole Atlantique Vendée, avant d'occuper le même poste au Crédit Agricole Aquitaine. Depuis 2014, il était directeur général du Crédit Agricole Charente-Périgord.



> ENTREPRISES ET CITÉS

A 52 ans, **Sébastien Duprez** prend la direction de l'engagement sociétal du fonds de dotation Entreprises et Cités. Une création de poste. Formé à l'ISTC, il est également coordinateur du Comité Grand Lille. Auparavant, il a été ingénieur d'affaires chez Lille's Agency (1995), directeur du développement à la Cité Numérique (2000), avant de rejoindre le groupe Rossel La Voix en 2004 comme directeur opérationnel, puis comme Dg du groupe Nord Littoral (2013). Depuis 2016, il était directeur du développement marketing et de la communication d'Entreprises et Cités. De son côté, **Marion Sigier** est



nommée directrice de la communication d'Entreprises et Cités, en parallèle de ses fonctions de responsable communication, marketing et événementiel au Medef Grand Lille.

> LA REDOUTE

A 47 ans, **Amélie Poisson** devient directrice générale adjointe du e-commerçant en mode et maison La Redoute. Diplômée de Paris Dauphine et titulaire d'un DESS de Marketing de l'Université Paris-Est Créteil, elle débute en 2008 à La Fnac comme directrice publicité et marketing promotionnel. Elle rejoint La Redoute en 2011 en tant que directrice de la marque, avant d'être nommée directrice marketing, marque et client en 2014. Fonctions qu'elle maintient aujourd'hui, en plus des nouvelles dédiées au commerce.



> RÉSEAU ENTREPRENDRE NORD

Arnold Fauquette, 47 ans, est élu président du Réseau Entreprendre Nord en lieu et place de Christophe Deboffe (Néo Eco). Lauréat Start en 2008 puis Boost en 2015, il est le dirigeant de Vivat, entreprise solidaire d'utilité sociale de services à la personne. Il emploie plus de 200 personnes dans le Nord - Pas-de-Calais. Jusqu'alors Arnold Fauquette occupait les fonctions de vice-président du réseau.



> CCI HAUTS-DE-FRANCE

Mathieu Barbaud, 46 ans, est le nouveau directeur Rev3 à la CCI régionale. Une première expérience nordiste pour cet ingénieur de formation qui a jusqu'à présent mené toute sa carrière à Paris. Il a notamment été responsable des études marketing chez Bouygues Telecom (2008), professeur en stratégie d'entreprise à l'IAE Paris (2011), ou encore directeur innovation de Bouygues immobilier (2013) pendant sept ans. Il a également créé deux entreprises dont Thelona en 2020, un cabinet de conseil en transition énergétique.



> LILLE3000

Thierry Landron prend la présidence de l'association culturelle Lille3000. Fonctions qu'il occupe, en parallèle, au Lille Université Club water-polo depuis 2016 et au Fonds d'investissement et de mécénat en art contemporain (Fimac) depuis 2018. Mais le sexagénaire est surtout connu pour être le patron d'une institution lilloise de la pâtisserie, la Maison Méert.



> GROUPE SIA

François Desmazière devient directeur du développement du groupe SIA. Il a occupé les postes de directeur des affaires publiques à RTE pendant cinq ans dès 2009, avant d'être nommé en 2014 directeur de cabinet du maire de Roubaix Guillaume Delbar. Après avoir été directeur du développement chez Bouygues immobilier (2020), il a été directeur des relations institutionnelles de Rabot Dutilleul Construction l'année suivante, son dernier poste.



ECO121,
LE MENSUEL RÉFÉRENT
QUI DÉVELOPPE
TOUTE L'ÉCONOMIE
DES HAUTS-DE-FRANCE
EN 10 NUMÉROS PAR AN



Vous êtes acteur de l'économie locale des Hauts-de-France ?

COMMUNIQUEZ DANS ECO121 EN DIGITAL COMME EN PRINT ET TOUCHEZ PLUS DE 40 000 LECTEURS, DÉCIDEURS ÉCONOMIQUES ET CSP+ !

CONTACT
03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.fr



Faire face à la pénurie de main d'oeuvre dans les métiers du numérique sur le territoire des Hauts-de-France

Interview croisée entre le centre de formation M2i Formation & Benoît Lecoeuvre, stagiaire en formation.

À ce jour, les métiers du numérique constituent un secteur en important besoin de recrutement. Ils nécessitent des qualifications et compétences bien précises, possédées par un petit nombre d'actifs. Afin de former les demandeurs d'emploi à ces métiers qui recrutent, Pôle emploi et Atlas ont mis en place un service de formations inclusives aux métiers du numérique.

Pour en savoir plus, nous avons interrogé Grégory Colomas, Directeur Régional du Groupe M2i Formation et Benoît Lecoeuvre, stagiaire au sein de la formation de développeur web et web mobile.

Pourriez-vous vous présenter brièvement ?

Grégory : Je suis co-directeur Régional du groupe M2i Formation, leader Français de la formation IT, digital et management depuis 35 ans.

Benoît : Après des études au conservatoire de musicien professionnel, j'ai cumulé pas mal de postes en tant que professeur de musique mais je suis, depuis toujours, un enthousiaste de la technologie et du numérique en général.

Dites-nous en plus sur la formation de web développeur ?

Grégory : C'est une formation diplômante, niveau Bac+2, qui forme sur des métiers très recherchés de développeur Full stack.

Benoît : Même quand on baigne dedans, je

pense qu'on ne se rend pas compte à quel point la technologie évolue vite. Bien sûr, cette formation m'a apporté du très concret en m'apprenant à coder, mais au-delà de ça je pense qu'elle m'a aussi apporté une vision d'ensemble du monde d'un numérique qui va au-delà du simple codage ! On y perçoit des portails vers l'art, c'est vraiment stimulant pour la curiosité de voir qu'on apprend à manipuler des outils à la fois puissants et polyvalents.

Quelle est la plus-value de cette formation ?

Grégory : Elle forme sur des métiers pénuriques, nos stagiaires trouvent rapidement un poste à la fin de leur formation. Autre avantage, la formation est avant tout pratique : 30% de théorie, 70% de pratique en axant sur les technologies les plus recherchées du marché afin de permettre la meilleure employabilité.

Enfin, le profil de nos intervenants : des experts métier associant expérience IT et animation pédagogique au service de nos apprenants.

Benoît : C'est assez cryptique de devoir passer par différents langages, un certain type de vocabulaire ou des outils qui ont leurs propres logiques de fonctionnement. Je pense que la meilleure trajectoire que nous offre ce type de formation, c'est de poser un fil rouge sur tout ça, nous recentrer, et faire dégonfler toute l'appréhension qu'on puisse avoir face à cette apparente complexité.



Benoît Lecoeuvre, stagiaire en formation au métier de développeur Web et Web mobile.

Et après, quel avenir à la fin de cette formation ?

Grégory : Un CDI mais pas que... Nous notons une très grande fidélité de nos stagiaires en entreprise ! Nous sommes, à titre d'exemple, heureux d'indiquer que nous travaillons avec un grand groupe d'ingénierie informatique de la région HDF dont 30% de son effectif vient de nos formations et dont le taux de fidélité des collaborateurs est de 100%.

Benoît : Avec mon profil assez hybride, je ne veux pas aborder le monde du développement en faisant table rase de mon passé dans le monde de la musique. J'aimerais intégrer à mon nouveau métier les compétences spécifiques et les sensibilités qu'on développe au sein de la culture et de l'humain. D'un point de vue plus global, je pense que le futur ne se fera pas sans un vrai questionnement autour du web, du mobile et de la tech. Et c'est quelque chose de palpitant d'être un acteur de cette évolution, d'avoir sa pièce aussi à mettre dans la machine.

Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr !

INFOS 03 55 33 21 05

1 AN
64,90€



Éco121

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

1 an (10 n°) au prix de **64,90€**

2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

☛ **Abonnement multiple :** nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse

Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM PRÉNOM

SOCIÉTÉ / ORGANISATION

ADRESSE

CODE POSTAL

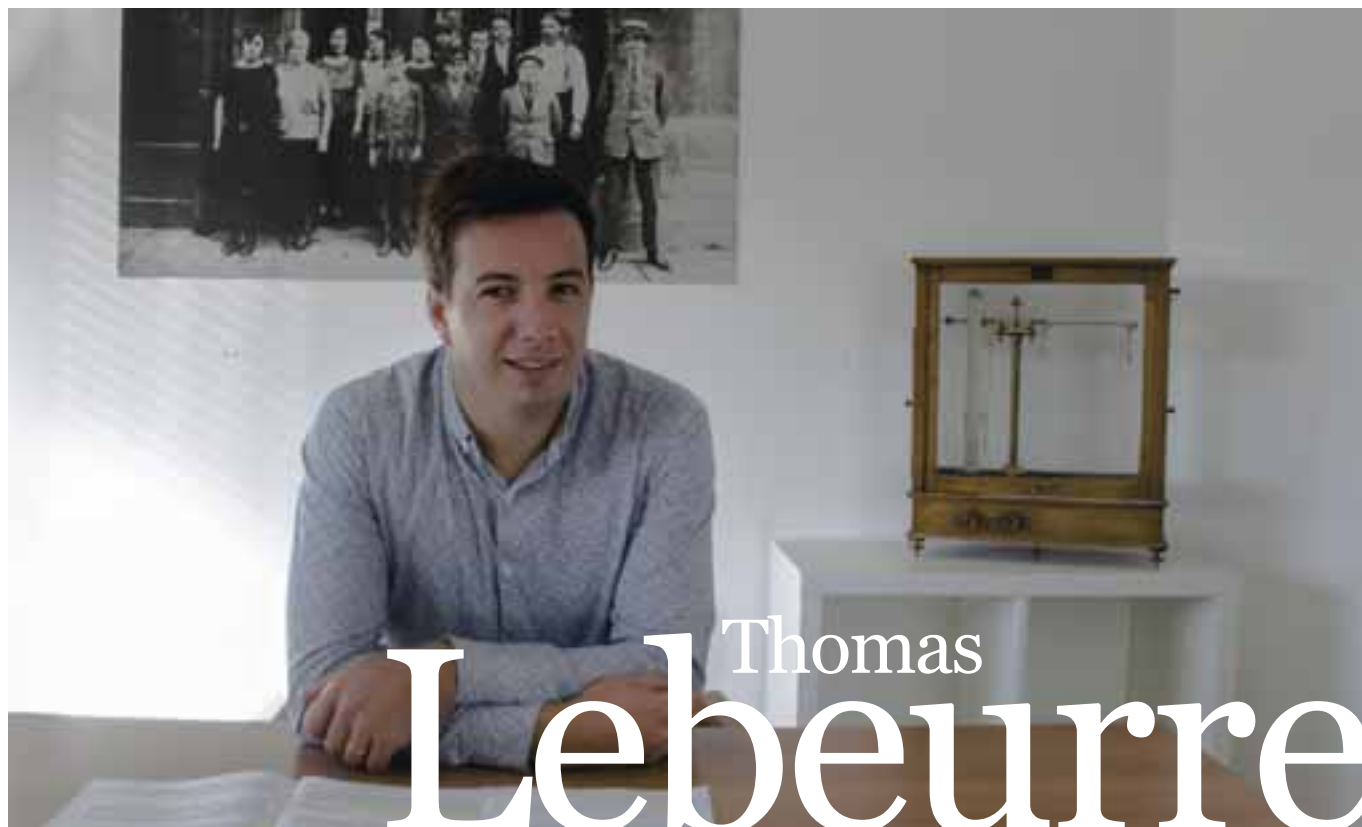
VILLE TÉL.

E-MAIL



Ecopresse - Parc Rivéo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille

> Portrait



Thomas Lebeurre

veut imposer sa griffe sur les vêtements de travail

TEXTE Guillaume Roussange

Il y a des histoires qu'on traîne comme un boulet et celles dont on se sert pour mieux avancer. Celle de Thomas Lebeurre, Pdg de l'entreprise éponyme à Querrieu, non loin d'Amiens, appartient à la seconde catégorie. Pas facile, en effet, d'être le représentant de la septième génération à la tête d'un des derniers survivants de l'aventure textile locale. Jeune homme, il n'avait d'ailleurs nullement l'intention d'endosser le rôle, peu attiré par le secteur de la confection. Parti à Lille après son bac, il se rêve une carrière dans le droit, avant finalement d'intégrer, au début des années 2010, l'école supérieure de commerce d'Amiens et sa formation en alternance. Le lieu d'apprentissage est tout trouvé : ce sera la PME familiale, dont son père et son grand-père tiennent encore les rênes. «*Nous avons mis en place un plan de formation de cinq ans afin que j'apprenne tous les rouages de la société* », explique Thomas Lebeurre. En 2016, son père Thierry, estimant que ce processus était achevé, décide de passer définitivement la main. «*La transmission s'est bien passée, ce qui n'est pas toujours le cas dans les entreprises familiales. Elle a été sans doute facilitée par la croissance soutenue de l'entreprise* », souligne le dirigeant.

Goût du risque

Malgré son jeune âge – 30 ans alors – le Pdg ne se contente pas de mener le business as usual. Dès sa prise de fonction,

A la tête de l'entreprise familiale centenaire spécialisée dans les vêtements de travail, le Pdg de Lebeurre SAS a impulsé une structuration de l'entreprise qui lui a permis de quintupler ses ventes et de se tourner aujourd'hui vers l'international.

il revoit l'organigramme, créant de véritables services structurés, marketing, qualité, production..., confiés à un manager. Il renforce aussi le département commercial pour être plus en phase avec les attentes des clients, développe le catalogue produits pour s'implanter sur de nouveaux marchés, les vêtements normés ou multirisques par exemple, et investit dans la logistique, qu'il juge «*stratégique* » à la réactivité de l'entreprise. Jusqu'alors, les expéditions étaient assurées à partir des bâtiments historiques, disséminés, mais depuis longtemps amortis, du fabricant. Même si l'opération augmente les charges d'exploitation, Thomas Lebeurre, fidèle à son goût du risque – il pratique le Kitesurf en conditions extrêmes et la moto d'enduro en rallyes internationaux – fait le pari. Il investit 12 M€, en deux phases, pour les regrouper sur un site unique de 18 000 m², à Villers-Bretonneux, pleinement opérationnel cette année. Résultat : en moins d'une décennie, Lebeurre a multiplié son chiffre d'affaires par cinq, soit 35 M€ cette année. «*En 2021, nous avons intégré 22 nouveaux collaborateurs. Une dizaine de recrutements sont en cours. Le plus chouette dans cette histoire, c'est de voir l'entreprise se struc-*

turer, les équipes devenir autonomes », souligne le Pdg, membre du CJD et du Synamap, le syndicat professionnel des acteurs de la protection. Grâce à sa stratégie, le dirigeant a aussi permis à l'entreprise de gagner en visibilité et d'être mieux reconnue sur son marché, comme en témoigne le récent contrat signé avec le célèbre fabricant d'outillage Facom, qui lui a confié sa première gamme de vêtements de travail (Eco 121 n°120). Pour lui, l'histoire de l'entreprise familiale, créée en 1880, n'est donc pas près de s'arrêter. Il compte désormais l'inscrire à l'international, grâce à une stratégie export, qui selon ses vœux, devrait peser «*entre un quart et un tiers du chiffre d'affaires* » à terme, contre 10% environ aujourd'hui ■

PAR NATURE, LA FINANCE ET LE CLIMAT N'ONT PAS GRAND-CHOSE À VOIR.

VRAIMENT ?

Aujourd'hui, les professionnels de la finance doivent combiner expertise financière et économie durable. Notre nouveau MSc in Climate Change & Sustainable Finance, en partenariat avec MINES ParisTech, est destiné à former une nouvelle génération de professionnels de la finance, dotés des compétences et de l'engagement nécessaires pour réussir la transition vers une économie à faible émission de carbone.



*Make an impact**

*Agissez sur le monde.



> *Enquête*

RAYONNEMENT CULTUREL

NOTRE PATRIMOINE EST-IL EN PÉRIL ?

Ci dessous, le Château d'Esquelbecq, près de Dunkerque.



Alors que les Hauts-de-France recèlent un patrimoine riche et diversifié, sa préservation apparaît comme un enjeu de plus en plus impérieux du fait de sa valeur historique et sociale, mais aussi de son potentiel économique. De quoi notamment inciter les pouvoirs publics à mettre en œuvre des politiques volontaristes dans ce domaine.

TEXTES Arnaud Lefebvre

Enfin ! Après vingt-cinq ans de fermeture pour cause de travaux, la crypte néogothique située sous la cathédrale de la Treille, à Lille, a rouvert ses portes au public fin avril. Un événement attendu avec impatience par de nombreux habitants, tout comme l'avaient été, quelques mois plus tôt, les réouvertures de la maison natale de Charles de Gaulle dans la capitale des Flandres, du Château de Rambures dans la Somme, ou encore celles, il y a quelques années, du MUDO Musée de l'Oise à Beauvais et de celui de Picardie à Amiens. L'engouement autour du patrimoine culturel des Hauts-de-France n'aurait jamais été aussi prononcé qu'aujourd'hui. « *Il n'y a qu'à voir le niveau de fréquentation lors des Journées européennes du Patrimoine, qui augmente année après année* », se réjouit Valérie Cuvillier, vice-présidente du Département du Pas-de-Calais, en charge de la culture et des enjeux patrimoniaux. Lors de la dernière édition en septembre, sur le thème « *Patrimoine pour tous* », près de 2 000 événements ont ainsi été organisés dans la région, avec des sites accessibles pour la première fois aux visiteurs, tels le Casino de Saint-Quentin dans l'Aisne, le parc du Château de Lihus dans l'Oise ou encore la chapelle Notre-Dame de la Barrière à Saint-André dans le Nord...

Effet « Loto du Patrimoine »

Il faut dire que les Hauts-de-France recèlent un patrimoine riche et varié. « *Il est à la fois rural avec ses nombreuses églises, mémoriel avec les sites en lien avec les guerres mondiales, défensif avec les constructions érigées par Vauban, et transfrontalier avec les beffrois* », énumère Franck Sénart, directeur régional adjoint délégué aux patrimoines de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac). Fruit des différentes périodes de l'histoire, cette diversité tient également à la fusion de deux anciennes régions en 2016, la Picardie s'imposant comme terre de cathédrales tandis que le patrimoine du Nord-Pas de Calais est marqué par la reconstruction d'après-guerre et son passé industriel et minier. Ceci sans compter un patrimoine naturel majeur entre Baie de Somme, site des deux caps ou marais audomarois. Chargé de recenser, d'étudier et de faire connaître le patrimoine urbain, architectural et mobilier, le Service de l'inventaire de la Région a documenté, à ce jour, pas moins de 28 000 « objets d'étude ».

Si les confinements ont sans aucun doute exacerbé chez certains l'envie de (re)découvrir les joyaux des environs, la tendance serait, avant tout, structurelle. « *En faisant du patrimoine une forme de grande cause nationale, le lancement concomitant de la Mission Bern « Patrimoine en péril » et du Loto du Patrimoine en 2018 a constitué un tournant*, observe Philippe Roumilhac, délégué régional de la Fondation du Patrimoine. *Depuis, nous constatons non seulement un regain d'intérêt pour le patrimoine, mais aussi une réelle prise de conscience quant à l'importance de le préserver.* »

Dimension communautaire

Les élus, eux aussi, l'ont bien compris. Au-delà de la nécessaire sauvegarde des vestiges historiques, comme à Esquelbecq dans les Flandres (photo ci-contre), beaucoup ont réalisé à quel point le patri-



La Villa Cavrois, à Croix, est passée à un cheveu de la démolition. Entièrement vandalisée, la bâtisse signée de l'architecte moderniste Mallet-Stevens (1929), a fait l'objet d'une restauration épique, pour un montant de 23 M€. Elle est rouverte au public depuis juin 2015.



La caserne de Caux, à Douai, bâtie au XVIIIe, a fermé ses portes en 1998 avec la fin du service militaire. Cet ensemble imposant va être sauvé via une réhabilitation lourde de 48 M€ qui va le transformer en 123 logements en 2023 et en résidence sénior en 2024. Un chantier piloté par Histoire & Patrimoine à qui l'on doit aussi la réhabilitation spectaculaire des Grands Moulins de Paris à Marquette.

moine pouvait représenter, pour leur territoire, un vecteur de cohésion sociale. C'est le cas à Théroouanne, près de Saint-Omer, où un couple de propriétaires a décidé de restaurer un ancien four à pain sur son terrain (photo en bas à droite) en vue de le mettre à la disposition des habitants des environs. « Le « petit patrimoine » constituant à nos yeux un excellent canal de transmission, nous avons voulu redonner à ce four à pain sa dimension originelle, qui était communautaire, expliquent Sébastien et Nadège Ansel. Ce projet a par ailleurs d'autres vertus puisque nous avons décidé de travailler sur la restauration avec des entreprises locales, en utilisant des techniques d'antan. » Autant d'initiatives qui permettent d'entretenir localement des filières de métiers d'art (ferronnerie, taille de pierre, couverture...) et leurs savoir-faire ancestraux. « Nous avons la chance d'héberger des leaders nationaux, comme Chevalier Nord dans la taille de pierre, et d'avoir un lycée des métiers d'art à Amiens, qui contribuent au rayonnement de la région », pointe François Decoster, vice-président de la Région en charge notamment de la culture et du patrimoine.



"Nous avons la chance d'héberger des leaders nationaux, comme Chevalier Nord dans la taille de pierre"

François Decoster

Effet levier

L'enjeu autour de la conservation du patrimoine est aussi économique. D'après une étude de Pluricité en 2021 sur l'impact socio-économique des projets soutenus par la Fondation du Patrimoine, 1 € investi dans des chantiers de restauration se traduit par... 21 € de retombées directes (emplois...) ou indirectes, via le tourisme notamment ! Or le poids de la consommation touristique dans la production de richesse n'est pas anecdotique. Selon la Mission Attractivité Hauts-de-France, cette dernière a généré 6,22 mds€ de recettes en 2019, soit 4 % du PIB régional. Une manne provenant de particuliers français et étrangers, pour l'essentiel belges, hollandais et britanniques, mais aussi d'entre-

prises désireuses de mieux connaître le patrimoine régional. « Dans le cadre de sessions de team building ou de séminaires, un nombre croissant de sociétés tendent à solliciter ce type de prestations, confirme Henri Berwick, fondateur de L'Equipée Verte. A ce titre, j'ai récemment organisé, en marge de leurs réunions de travail, la visite de l'ancienne fosse de Oignies ou une visite guidée privatisée du beffroi de Bailleul. »

Monuments en sursis

Les collectivités comme l'Etat apportent tous leur pierre financière aux édifices (lire p.15). Mais est-ce suffisant ? Certains passionnés regrettent que certains pans du patrimoine, historique notamment, ne soient pas assez valorisés et exploités d'un point de vue touristique. « Il y a un endroit à Boulogne-sur-Mer où l'empereur Napoléon a décerné la première légion d'honneur de l'histoire de France, illustre Pierre Verley, membre de l'Association Les Amis du Fort d'Ambleteuse. Malgré le caractère exceptionnel de l'événement, ce lieu, où ne figure qu'un modeste panneau, n'est absolument pas entretenu ! » Surtout, les dispositifs nationaux et régionaux d'aides et de subventions existants apparaissent largement insuffisants tant globalement qu'à l'échelle de certains projets. « Pour une petite commune devant réaliser la réfection du toit de son église, le coût de son reste à charge demeure souvent prohibitif, au point de rendre impossible le lancement de travaux,



DES DISPOSITIFS D'AIDES AUX DIFFÉRENTS ÉCHELONS

Les pouvoirs publics mettent en œuvre des politiques volontaristes en faveur de la préservation du patrimoine, public ou privé. Dans le cas de monuments historiques protégés (classés ou inscrits), l'Etat peut déjà subventionner, à travers la Drac, jusqu'à 50 % des travaux. « *L'enveloppe annuelle oscille entre 17 et 20 M€ dans la région* », précise Franck Sénant. La Région a mis en place plusieurs dispositifs: le premier dédié à la restauration de patrimoines ruraux non protégés, le deuxième aux patrimoines protégés, le troisième réservé aux propriétaires privés, que leur bien soit protégé ou non. « *S'agissant de ce dernier volet, nous pouvons participer à hauteur d'un maximum de 50 % du coût global du chantier, dans la limite de 30 K€* », indique François Decoster. En 2021, 145 dossiers ont été soutenus dans le cadre de ces trois programmes, pour 6,5 M€. « *A titre de comparaison, les budgets qu'allouent la Normandie et le Grand Est dans ce domaine se limitent à respectivement 3 et 4,2 M€* », compare l'élu. Enfin, chaque département dispose de sa propre politique d'aides en faveur du patrimoine. « *L'an dernier, nous avons distribué 3 M€ de subventions, répartis sur une trentaine de chantiers (Basilique Notre-Dame-de-l'Immaculée-Conception à Boulogne-sur-Mer, remparts de Montreuil, Eglise Notre-Dame des Sables à Berck-sur-Mer...)* », informe ainsi Valérie Cuvillier, vice-présidente du conseil départemental du Pas-de-Calais ■

admet Valérie Cuvillier. *En cela, davantage de mécénat serait incontestablement bienvenu.* » Mais son niveau dans notre région reste insuffisant. De quoi expliquer que, faute de financement, de nombreux édifices sont en sursis, à l'image de la Sucrerie d'Eppeville (photo ci-contre) ou de l'Eglise Sainte-Germaine de Calais. En passe d'être démolies, toutes deux ont été classées *in extremis* Monuments Historiques l'an dernier. Mais la question du financement de leur restauration reste centrale. Il n'est du reste pas rare d'assister à la disparition, totale ou partielle, de certains d'entre eux, à l'instar des châteaux de Terdeghem (Nord), Outre-Manche à Coquelles (Pas-de-Calais) ou Lagny-le-Sec (Oise).

« *Pour qu'une restauration réussisse, il faut certes parvenir à la financer, mais aussi et surtout qu'il y ait un projet précis et solide qui la sous-tende*, insiste Philippe Roumilhac. *S'il s'agit de créer l'énième musée des environs consacré aux métiers anciens ou autre, il n'est pas garanti que sa pérennité soit assurée. Il est primordial de faire preuve de créativité, ce qui manque parfois.* »

Et le délégué régional de la Fondation du Patrimoine de citer en exemples l'aménagement de terrils dans le Nord-Pas-de-Calais en parcs régionaux afin de sauvegarder la faune et la flore, la transformation du Château de Villers-Cotterêt dans l'Aisne (lire p.19) ou le projet de réhabilitation en hôtel de l'ancienne prison pour femmes de Doullens (Somme). « *Sans de tels projets, beaucoup de monuments finiraient par devenir des ruines, avant d'être rasés*, défend Philippe Roumilhac. *Face à cette perspective, le principe consistant à implanter des appartements ou un hôtel de luxe, par exemple, ne m'apparaît pas gênant dès lors que cette solution contribue à assurer la préservation du site.* » Pour cela, encore faut-il toutefois vaincre les réticences d'opposants, quasi systématiques dans le cadre de projets de réhabilitation impliquant un acteur privé ■



L'ancienne sucrerie d'Eppeville a pu être classée monument historique mais le financement de sa réhabilitation n'est pas bouclé.





3 QUESTIONS À... JOHAN TAMER

«*La recherche de mécènes constitue un travail chronophage*»

Le propriétaire du château d'Escquelbecq (photo d'ouverture), près de Dunkerque, nous explique l'équation financière de l'ouverture au public de ce monument historique, pour 1 M€.

Depuis 2016, vous avez lancé d'importants travaux de restauration du Château d'Escquelbecq, situé près de Dunkerque, en vue d'en ouvrir l'accès au public. Pour quelle raison ?

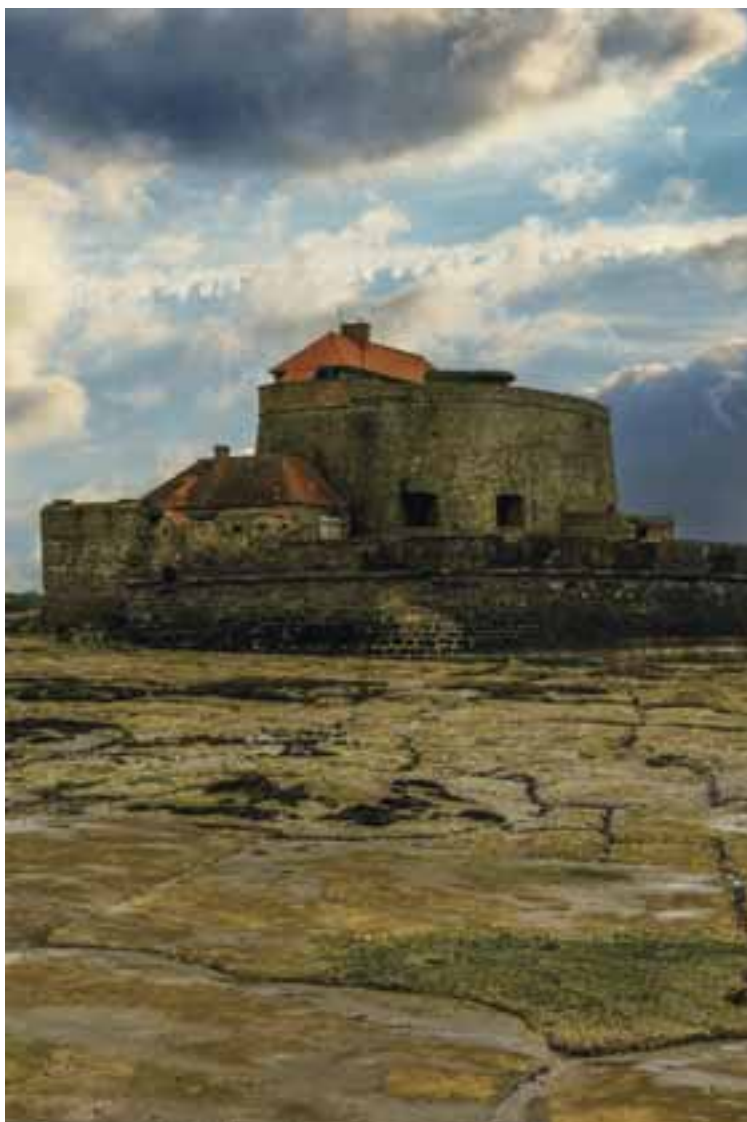
La ville d'Escquelbecq a un charme rare, et son château, construit entre 1590 et 1610, constitue un témoignage assez rare d'une époque révolue durant laquelle la région appartenait encore aux Pays-Bas espagnol. Alors que ses extérieurs ont été sauvegardés, il me semblait important que les gens aient l'opportunité de pouvoir approcher l'enceinte qui, avec son jardin, fait penser à un tableau flamand. A ce titre, nous proposons des visites guidées et organisons des événements, comme ce 4 juin où nous avons profité de la manifestation nationale «*Rendez-vous aux jardins*» pour proposer une exposition en pleine nature consacrée à l'Art contemporain.

Sur quoi ont porté ces travaux ?

Nous avons commencé par remettre en état le jardin, de manière à pouvoir accueillir rapidement des visiteurs. Puis, nous nous sommes attelés aux menuiseries de l'aile Nord, à la réfection des toitures, de la serre, des douves, etc. L'enveloppe globale dépasse 1M€.

Comment avez-vous financé ces dépenses ?

Pour certaines d'entre elles, nous avons recouru au financement participatif. En tant que Monument Historique, nous bénéficions également d'aides de l'Etat. La Région nous aide aussi sur certains projets. Mais une part substantielle reste à notre charge, ce qui nous conduit à faire appel à des mécènes. Quelques entreprises locales nous accompagnent, mais la recherche de tels soutiens constitue un travail chronophage ■ **Recueilli par A.L.**



AMBLETEUSE, BIENTÔT AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO ?

Membre actif de l'association Les Amis du Fort d'Ambleteuse, propriétaire du lieu, Pierre Verley ne tarit pas d'éloges sur ce Fort Vauban, le dernier de la Côte d'Opale. «*C'est un peu notre Mont Saint-Michel à nous !*» Construit sur ordre de Louis XIV en 1680, l'édifice reste dans un «*bon état de conservation*» grâce à d'importants travaux réalisés depuis la fin des années 1960, pour une enveloppe globale de 2,7 M€. En 2021, près de 500 K€ ont été investis afin de résorber des problèmes d'infiltration.

Le bâtiment étant classé au titre des Monuments Historiques, l'Etat a participé à cette dernière tranche de travaux, à hauteur de 50%. «*Alors qu'il n'était pas tenu de le faire, le Département du Pas-de-Calais nous a octroyé une subvention de 100 K€*», se réjouit Pierre Verley. L'association a également bénéficié du mécénat du Crédit Agricole, et injecté 80 K€ de fonds propres, «*une somme qui représente environ trois ans de recettes de billetterie*». Chaque année, le Fort d'Ambleteuse accueille plusieurs milliers de visiteurs (6 000 en 2019). Dans les mois qui viennent, de nouveaux travaux seront lancés, portant cette fois-ci sur la rénovation de l'intérieur de l'enceinte. Suffisant pour permettre le classement du site au patrimoine mondial de l'Unesco ?

Venant d'engager les démarches en ce sens, les Amis du Fort d'Ambleteuse en sont convaincus ! ■ **A.L.**



La vie est belle.

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE

PÔLE SANTÉ

Chacun d'entre nous en convient, la vie est belle.
Mais les professionnels du monde de la santé, eux,
en sont encore plus convaincus
car ils défendent chaque jour cette vie si fragile,
si complexe et si précieuse.

Pierrick Tiret Directeur du pôle Santé - 06 19 84 09 90* - pierrick.tiret@hdf.caisse-epargne.fr**

Caisses d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à Directoire et Conseil d'Administration
siège social : 12000 3021030 Europe - Siège social 121 Parc de Fleuries 59771 Louviers - 03 20 00 00 00 RCS Lille Métropole - Créée France - Révisé - Juin 2021
*Tous les jours de 9h à 18h **Tous les jours de 9h à 18h

CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE 

> Enquête

80 M€ POUR MUE L'ABBAYE SAINT-VAAST EN PHARE CULTUREL ET PATRIMONIAL

La ville d'Arras a retenu la formule d'un partenariat public privé (PPP) face aux enjeux financiers énormes de la restauration de cet ensemble historique de 20 000 m² en hypercentre.

TEXTE Arnaud Lefebvre

Le compte à rebours est lancé. Quatre ans après le lancement du dernier projet de restauration de l'Abbaye Saint-Vaast d'Arras, les travaux doivent débiter au cours du deuxième semestre de cette année, avant une finalisation prévue dans le courant de 2024. Un calendrier étendu qui tient à la dimension du chantier : entièrement reconstruit à l'issue de la Première Guerre mondiale, le bâtiment de 20 000 m² a pâti d'un manque d'entretien depuis les années 1990 – plusieurs projets ont avorté pour des raisons politiques et financières –, précipitant l'apparition de dégradations sérieuses au niveau des toitures, des façades et des menuiseries. « Au-delà du caractère devenu très urgent de la restauration, il était aussi important d'engager une réflexion visant à mieux faire rayonner l'Abbaye Saint-Vaast, dont la moitié des espaces sont inoccupés depuis le début du siècle », explique Emilie Bigorne, conseillère municipale déléguée à ce projet. L'autre moitié du lieu est occupée par une Médiathèque et le Musée des Beaux-Arts.

Création de 200 emplois directs et indirects

Face au coût du projet, l'idée d'un partenariat public-privé (PPP) a rapide-

ment émergé. « Alors que le budget d'investissement de la ville s'établit à 70 M€ sur l'ensemble d'un mandat, celui du projet Saint-Vaast avoisine 80 M€ ! », pointe Emilie Bigorne. A l'issue d'études et de consultations, la municipalité a validé la piste consistant à implanter un hôtel prestigieux dans l'édifice. « D'un côté, la région est un haut lieu du tourisme de mémoire ; de l'autre, de grands groupes s'installent dans la communauté urbaine et recherchent des hôtels pour héberger leurs partenaires », poursuit l'élue. Naos Hôtel Groupe (Marriott) a été retenu au terme d'un appel à projets. Celui-ci participe à la restauration de l'Abbaye Saint-Vaast à hauteur de 37 M€. D'après l'équipe municipale, les bénéfices qu'en retirera la ville sont multiples. « Bien que l'Abbaye soit située au cœur d'Arras, elle ne jouit pas de la même attractivité que le Beffroi car il lui manquait une locomotive, analyse Emilie Bigorne. La présence d'un hôtel 4 étoiles va contribuer à faire vivre le lieu 24h sur 24, 7 jours sur 7, et pourrait générer, selon des évaluations, quelque 200 créations directes et indirectes d'emplois, ce qui est significatif pour une ville comme Arras. »

Si la mise en œuvre de ce PPP permet une restauration de plus grande am-



pleur du Monument Classé, la solution retenue ne fait toutefois pas l'unanimité. Plusieurs opposants, habitants d'Arras, se sont réunis dans un collectif,

baptisé Les Amis de l'Abbaye Saint-Vaast. « Ce projet va se traduire par la privatisation d'une partie du lieu, alors que le bâtiment avait, après sa reconstruction après la Première Guerre mondiale, une vocation publique », déplore Pierre Cusenier, un de ses

"L'Abbaye ne jouit pas de la même attractivité que le Beffroi, car il lui manquait une locomotive"
Emilie Bigorne

membres. A cela s'ajoutent des critiques, notamment d'ordre architectural et portant sur certaines dépenses que prendra la ville à charge, par exemple concernant la pose d'une verrière. Des recours judiciaires ne sont pas à exclure ■

AVEC SA NOUVELLE ADMINISTRATRICE, CHANTILLY ESPÈRE SORTIR DE LA CRISE

Sortira-t-il enfin de la tourmente ? Après le retrait de son mécène historique, l'Aga Khan, en 2020, et la fermeture liée à la pandémie, le domaine de Chantilly, géré par l'Institut de France (IdF), traverse une crise historique. Ses conséquences financières ont été pointées, en juillet dernier, dans un rapport sévère de la Cour des comptes. Y sont notamment dénoncés le déficit chronique du site – 2 M€ par an avant le confinement –, la nécessité d'investissement dans la rénovation de dépendances (estimés à 54 M€), et surtout l'absence « *de modèle économique pérenne* », selon la Cour. Une situation si grave qu'Eudes et Jean d'Orléans, descendants du Duc d'Aumale, ont engagé en décembre une procédure pour tenter de faire annuler le legs de leur ancêtre à l'Institut de France. La raison de leur colère : le projet de transformation du pavillon d'Enghien en hôtel de luxe. Le dossier, qui a déclenché une enquête du parquet financier, a depuis été abandonné.



Afin de remettre de l'ordre au château, l'Institut de France a nommé, en février, une nouvelle administratrice : Anne Miller. Formée sur les bancs de Normal Sup, de Sciences-po et de l'ENA, passée par les ministères de l'Économie, de la Culture, le consulat général de France à Boston, ou encore le cabinet du DG de Keolis Commuter Services aux États-Unis, elle aura la lourde charge « *d'assurer le pilotage technique et financier, et de poursuivre le développement de la fréquentation du domaine* », selon l'Institut de France. Le tout dans le respect des conditions, contraignantes, de l'héritage du duc d'Aumale. ■ G.R.

Afin de remettre de l'ordre au château, l'Institut de France a nommé, en février, une nouvelle administratrice : Anne Miller. Formée sur les bancs de Normal Sup, de Sciences-po et de l'ENA, passée par les ministères de l'Économie, de la Culture, le consulat général de France à Boston, ou encore le cabinet du DG de Keolis Commuter Services aux États-Unis, elle aura la lourde charge « *d'assurer le pilotage technique et financier, et de poursuivre le développement de la fréquentation du domaine* », selon l'Institut de France. Le tout dans le respect des conditions, contraignantes, de l'héritage du duc d'Aumale. ■ G.R.

LA CITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE : UN PROJET CULTUREL, MAIS AUSSI ÉCONOMIQUE

Au terme d'un investissement considérable de 185 M€, le château de Villers-Cotterêts va accueillir la Cité internationale de la langue française. Un projet culturel stratégique pour le pays et majeur pour l'attractivité touristique du sud de l'Aisne.

C'était le projet culturel de son premier quinquennat. Réélu, Emmanuel Macron, pourra bien inaugurer cette année, la Cité internationale de la langue française, présentée lors de son lancement en 2019 à Villers-Cotterêts, comme outil de promotion de la francophonie à travers le monde. Le chantier mené dans la ville du sud de l'Aisne est à la mesure des enjeux : 185 M€, financés en grande partie dans le cadre du plan de Relance, ont été investis pour redonner vie au château qui doit l'accueillir. Le site n'a pas été choisi au hasard. C'est là que François Ier imposa, en août 1539, via le fameux édit de Villers-Cotterêts, la seule langue française dans les documents officiels du royaume. Malgré son importance, la demeure royale, hors des grands circuits touristiques - un temps même transformée en Ehpad - était tombée en ruine. Au point que son état en faisait « *l'un des plus grands scandales patrimoniaux de*



notre époque », selon Philippe Belaval, le président du Centre des monuments nationaux (CMN). Le montant de l'opération n'est pas allé sans susciter de vives polémiques. Mais Emmanuel Macron a tenu bon pour créer cet outil de *soft power* à la française. Une fois achevé, la cité abritera sur 23 000 m², des espaces d'exposition, des résidences d'artistes, des laboratoires de recherche, ou des lieux de création. « *Des huit présidents de la Ve République, Emmanuel Macron est le seul à avoir implanté son opération emblématique dans la région de France la plus pauvre* », a déclaré, mi-mars, Roselyne Bachelot, alors ministre de la Culture, lors d'une visite *in situ*. La dimension culturelle du projet ne saurait totalement éclipser sa vo-

cation économique. Le chantier a déjà généré 50 000 heures de travail en insertion et profité aux entreprises locales. Les pierres nécessaires à la rénovation ont été extraites des carrières voisines de Saint-Pierre-Aigle ou de Bonneuil-en-Valois, tandis que les travaux de couverture ont été confiés à Roquigny et Lelu, basés respectivement à Soissons et à Pimprez, dans l'Oise. Le Centre des monuments nationaux a par ailleurs lancé, en début d'année, un appel d'offres pour l'exploitation d'un hôtel 3 ou 4 étoiles de 40 à 80 chambres nécessaire à l'accueil des séminaristes et visiteurs. L'objectif est d'attirer sur place quelque 200 000 touristes chaque année grâce au programme d'expositions et conférences ■ G.R.

> Interview

GUILLAUME

POITRINAL

PRÉSIDENT DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

“NOTRE
PATRIMOINE EST
NOTRE IDENTITÉ”

Quel est l'état général de notre patrimoine en Hauts-de-France ?

Il est semblable à celui des autres régions françaises, avec le meilleur et parfois le pire. On retrouve ici un patrimoine riche d'un grand nombre de monuments historiques, de maisons d'auteurs, d'églises et surtout d'un patrimoine industriel lié à l'histoire économique du territoire. En termes de préservation, les Hauts-de-France sont très actifs. La Fondation dispose de 37 bénévoles régionaux et 2 000 donateurs fidèles dont plus de 70 petites et grandes entreprises.

Observez-vous une prise de conscience au fil des ans quant à sa préservation ?

La prise de conscience, les gens l'ont toujours eue. En revanche, je dirais qu'ils ont pris conscience qu'il ne faut pas tout attendre de l'Etat. Auparavant, on pensait que la sauvegarde du patrimoine relevait en grande partie de la force publique. Aujourd'hui, on se rend compte que les actions doivent être menées par des associations et des fondations au plus près du terrain.

Je suis content d'assister à cela car notre patrimoine est notre identité, notre réalité physique dans un monde toujours plus digitalisé et virtuel. Charge à nous d'en prendre soin. C'est une mémoire que l'on transmet aux plus jeunes et un lien entre les générations. Le patrimoine est aussi fédérateur car chacun, quel que soit son niveau social, peut voir et apprécier le patrimoine dans sa commune. C'est un réel facteur d'unité dans un pays qui aime se diviser.

Mais qui dit restauration dit aussi financements lourds. Dans un contexte de disette budgétaire, peut-on imaginer une compensation par le privé ?

L'Etat n'intervient pas vraiment en faveur du patrimoine non protégé. C'est essentiellement le rôle des collectivités dont les mairies qui ont de plus en plus des budgets contraints. Les demandes de collectes auprès du grand public sont en forte hausse. C'est un phénomène récent dû à Internet, à la médiatisation, aux personnalités publiques comme Stéphane Berne avec lequel la Fondation organise le Loto du patrimoine.

Les ressources de la Fondation proviennent des collectes de dons, de legs ou de fonds publics comme les successions en déshérence ou les subventions de collectivités. Le tout représente 85 M€ en 2021, hors collecte pour N-D de Paris. Mais une partie significative de notre budget vient du mécénat d'entreprises. Dans les Hauts-de-France, on peut compter par exemple sur AG2R La Mondiale. Mais également sur Dassault, qui a soutenu la rénovation de la maison natale Charles de Gaulle ou celle de Jean de la Fontaine à Château-Thierry. TotalEnergies a aussi été mécène de la Fondation pour le chantier de l'ancienne Chartreuse de Neuville et pour la maison Charles de Gaulle. Nous avons des clubs de mécènes qui fédèrent les entreprises dans les régions. Les délégations organisent des visites et événements pour créer du lien, sensibiliser nos mécènes et en attirer de nouveaux. Ce sont des rencontres que nous encourageons car c'est pendant ces rendez-vous que les énergies convergent rapidement. Pour qu'une collecte réussisse, il faut des rencontres, du lien et de la confiance.

Quel est l'impact des actions de la Fondation sur l'économie ?

Notre contribution financière se transforme en richesse et en emploi pour le territoire. Nous avons fait mesurer l'impact socio-économique des projets que nous soutenons. Cette étude a révélé qu'1€ apporté par la Fondation permet de générer 21€ de retombées économiques directes. L'étude a également montré que l'intervention de la Fondation stimule l'engage-



ment citoyen et la mobilisation d'autres financeurs publics et privés. En matière de relance, il n'y a rien de mieux que de donner au patrimoine ! C'est bon pour les finances, les collectivités, les mairies et les impôts grâce aux avantages fiscaux qui en découlent... tout le monde y gagne !

La Covid a-t-elle freiné vos activités ?

En 2020, les chantiers de rénovation ont été arrêtés pendant plusieurs semaines mais nous avons su nous adapter. L'an dernier, l'activité a repris un rythme équivalent à celui de 2019. Et cette année on s'attend à un net progrès. Le contexte pandémique a été plus difficile pour les propriétaires privés de belles demeures ou de petits châteaux dont les budgets reposent en grande partie sur les visites. Mais de manière générale, je n'ai pas connaissance de drame particulier à cause du Covid. On est un pays qui sait réagir dans l'urgence ■ Recueilli par J.K.



**CIC élu Banque
N°1 de la relation client***

**C'est sans doute parce que près de
90%** de nos décisions de crédit
sont prises en agence.**

*Étude 2022 réalisée par BearingPoint-Kantar.



Construisons dans un monde qui bouge.

Rev3 : la Région veut encore monter en puissance



Région. La région pionnière de la transition durable veut passer la surmultipliée, alors que les enjeux climatiques et énergétiques se font chaque jour plus aigus.

« **L**e véritable enjeu n'est pas de continuer Rev3, mais que Rev3 nous permette de relever les défis de cette décennie qui sera une décennie des transitions. (...) Au boulot ! » Le président de Région Xavier Bertrand, qui a hérité cette politique de transition énergétique et de développement durable de son prédécesseur Daniel Percheron, entend pour son second mandat aux commandes des Hauts-de-France appuyer très fortement sur l'accélérateur. Avec comme volonté affichée de faire en sorte que Rev3 ne soit plus un sujet à part mais une toile de fond pour l'ensemble des politiques régionales, jusqu'à la politique d'achats de la collectivité. A telle enseigne que chaque délibération de la Région pourrait à terme être accompagnée d'éléments d'impact sur ces enjeux. Un forum Rev3 s'est tenu le 9 mai au conseil régional pour enfoncer le clou de cette thé-

matique qui devient chaque jour plus stratégique voire vitale. « *Aujourd'hui il faut être ambitieux, opérationnel et concret* », a renchéri Philippe Hourdain, président de la CCI Hauts-de-France, qui copilote la mission Rev3. L'élu consulaire en appelle à un fonctionnement en mode « taskforce » qui a montré son efficacité lors des crises du Brexit ou de la Covid. Pour lui, Rev3 peut aussi être une opportunité d'affaires. Les moyens existent : près d'un demi-milliard d'euros mobilisés à travers différents outils, depuis le livret d'épargne Rev3 en passant par le fonds d'investissement Cap3 RI. Un arsenal qui devrait être complété prochainement, annonce Philippe Hourdain, par la mise en place d'une « banque de la transition énergétique », sous la houlette de la Banque Populaire du Nord, dont il est aussi le président, en lien avec le Fonds régional de garantie.

« Banque de la transition énergétique »

Rev3 a déjà accompli un long chemin, qui l'a fait passer de concept sympathique à un plan d'action très opérationnel. Xavier Bertrand chiffre à près de 1 000 projets le nombre de dossiers financés par la Région, et à autant les projets soutenus par l'Adème, soit 2 000 au total. Les exemples sont nombreux, tels les 60 sites de méthanisation déjà réalisés (80 attendus en fin d'année), avec un objectif de production de 3 TW/h de biométhane. De quoi ali-

Ci-dessus une installation de méthanisation, l'un des axes prioritaires de la région

"Aujourd'hui, on n'a plus à évangéliser, la question est désormais : comment passe-t-on à l'acte ?"

Frédéric Motte

menter l'équivalent de 500 000 logements ! Autre exemple en cours, un parc solaire de 30 ha en projet dans le sud de l'Aisne en partenariat entre la CCI de région et EDF.

Mais pour monter en régime, faut-il encore maintenir voire amplifier la dynamique. Mathieu Barbaud, nouvel arrivé à la CCI en charge de Rev3, voudrait que 100% des entreprises soient sensibilisées, avec un objectif de 20% au moins qui investissent pour se transformer. Deux nouveaux outils doivent être créés : un observatoire Rev3 de la maturité des entreprises, et une « académie Rev3 » destinée à former les collaborateurs de

la CCI mais aussi les dirigeants d'entreprises. « *Avec la CCI, on va créer un référentiel de l'entreprise Rev3, complète Frédéric Motte, président de la mission Rev3, pour qui l'un des axes désormais est d'accompagner les entreprises comme les collectivités en ingénierie. « Aujourd'hui, on n'a plus à évangéliser, la question est désormais : comment passe-t-on à l'acte »*, insiste-t-il, soulignant l'isolement du dirigeant confronté à tous ces enjeux, de surcroît dans ce contexte de crises nouvelles. « *Mais si une entreprise n'intègre pas ces enjeux, elle va mourir, elle ne trouvera plus de financement, plus de clients, et même plus de salariés* » ■ **O.D.**

Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 65 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

EN BREF

Industrie zéro fossile

Décarboner l'industrie tout en s'affranchissant des contraintes de la dépendance vis à vis d'autres pays en matière d'énergie fossile : c'est le but d'un des derniers appels à projets de l'ADEME, baptisé Industrie Zéro Fossile. Doté d'une enveloppe de 150 M€, celui-ci se décline en trois axes. Le premier volet est dévolu à la chaleur bas carbone par le biais de la conversion à la biomasse (BCIAT), le second à l'efficacité énergétique et la décarbonation des procédés (DECARB IND), et le dernier porte sur le déploiement rapide de la décarbonation en industrie (DECARB-FLASH).

Appel à projets Réseaux de chaleur ENR

Le savez-vous ? L'ADEME peut financer jusqu'à 90% des études de faisabilité de projets de création ou d'extension de réseaux de chaleur et/ou de froid à base d'énergie renouvelable, ou de boucle d'eau tempérée géothermique. Ce dispositif est ouvert aussi bien aux communes, aux intercommunalités, qu'aux associations ou aux entreprises, sur des territoires compris entre 2 000 et 50 000 habitants.

Plus d'informations sur agirpourlatransition.ademe.fr/



Clayrton's va emballer ses fleurs en papier

L'entreprise roubaisienne Clayrton's, numéro un français de l'emballage des fleurs, est engagée de longue date dans des démarches RSE. Ce qui l'a conduit par exemple à passer dès 2007 à l'impression avec des encres à l'eau sur support biodégradable. Aujourd'hui, la société familiale projette de substituer les emballages plastiques par des cônes en papier, recyclables et respectueux de l'environnement. Pour ce faire l'entreprise va investir dans une nouvelle ligne de production. La machine sera réalisée sur mesure par un opérateur francilien et devrait être livrée en fin d'année. « Nous avons adapté une machine nous-mêmes, mais peu productive et qui manquait de souplesse. Or le marché des fleurs est très spécifique en matière d'emballages de toutes dimensions », explique le dirigeant Tristan-Guirec Lepoutre.

L'investissement, subventionné par l'ADEME à hauteur de 132 K€, doit aussi permettre à l'entreprise de concevoir de nouveaux emballages des plantes, au-delà des bouquets, avec des housses en papier.

Ces produits zéro plastique, 100% recyclables, produits avec un papier FSC (forêts gérées de façon durable), issu majoritairement de forêts françaises, doivent donner à l'entreprise un avantage au moment où le marché est de plus en plus demandeur, à l'instar de Leclerc qui distribue ses fleurs avec des emballages papier, ou Système U qui y passe progressivement.

« Notre objectif est de réduire nos émissions de carbone de 50% d'ici à 2030 », reprend Tristan-Guirec Lepoutre. L'entreprise va ainsi implanter deux lignes de production de sacs en papier à poignées torsadées, réalisés jusqu'à présent en Europe de l'Est ■

LME en quête d'efficacité énergétique

Le sidérurgiste de Trith-Saint-Léger, filiale de l'italien Beltrame, fait partie des « hyper électro-intensifs ». Il consomme à lui seul deux fois plus d'énergie que la ville de Valenciennes !

Le groupe entend réduire ses émissions de 40% à l'horizon 2030 et y met les moyens. Il entame le remplacement d'un four de réchauffage de laminoir, lancé en 1978, pour un investissement ma-

jeur de 20 à 25 M€.

LME a été retenu pour ce chantier au titre de l'appel à projet de l'ADEME sur la décarbonation.

Le nouvel outil, opérationnel en janvier 2023, consommera 16% de moins, soit 3 000 tonnes de CO2 économisées. Il sera notamment doté de brûleurs régénératifs valorisant la chaleur des fumées.

LME engage aussi la réflexion sur d'autres projets d'ampleur : le char-

gement en continu du four électrique qui permettrait de valoriser la chaleur pour préchauffer les ferrailles, un réseau de chaleur local qui utiliserait sa chaleur fatale, et même l'implantation d'une nouvelle ligne de production directement raccordée au four, qui éviterait toute la phase de chauffage au gaz (un investissement potentiel de 200 M€, générateur de 100 emplois) ■



Peuple belge : le monde économique vote pour le scénario XXL

Gros succès pour la consultation lancée par la ville de Lille sur l'avenir de l'avenue du peuple belge, prolongée jusqu'au 6 juin. Le monde économique a de son côté clairement choisi pour le scénario le plus ambitieux d'une remise en eau complète. Une option chiffrée à 60 M€ mais qui représente « un investissement pour l'avenir », et « une nouvelle ère d'attractivité pour Lille », selon une tribune cosignée par la présidente de la CCI Grand Lille Aurélie Vermesse, le président du Comité Grand Lille Jean-Pierre Letartre, le président du Medef Lille Métropole Yann Orpin et le président du club Gagnants Philippe Remignon. Pour les représentants du monde patronal, c'est aussi une réponse à l'urgence climatique, et un moyen de « sauvegarder et mettre en valeur notre patrimoine ». A suivre !

Quelle stratégie économique ? La Région consulte

La Région prépare son Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) pour la période 2022-2028. Une stratégie économique que la collectivité souhaite élaborer en concertation avec ses « parties prenantes », et qui passera par une grande consultation. Les



acteurs socio-économiques, les territoires, les acteurs économiques, institutionnels, les structures de l'ESS sont appelés à donner leur avis. Le SRDEII doit être adopté en novembre 2022..

« Le SRDEII (...) doit mener à un développement économique partagé, ambitieux, innovant, seul capable d'inventer les solutions aux défis actuels et futurs »,

lance Philippe Beauchamps, élu délégué au financement des entreprises. Les participants peuvent déposer en ligne leur contribution sur le site entreprises.hautsdefrance.fr du 20 mai au 24 juin.

Crédit Mutuel Nord Europe : un cru 2021 exceptionnel

Crédit Mutuel Nord Europe a achevé son exercice 2021 sur le plus gros résultat net de son histoire (hors éléments exceptionnels), à 215 M€, contre 163 M€ un an plus tôt. La banque, qui a rejoint l'Alliance Fédérale du Crédit Mutuel au premier janvier, affiche une santé florissante : son produit net bancaire (chiffre d'affaires) a crû de 10,6% sur l'exercice, à 846 M€, tandis que son coût du risque recule (16 M€ contre 43 M€ en 2020), et que son ratio de solvabilité grimpe encore (25,1% contre 24,5% un an plus tôt). « Nos très bons résultats (...) démontrent la force de nos fondamentaux et notre capacité à gérer les crises », déclare Eric Charpentier, directeur général de CMNE qui souligne le nouvel environnement d'un monde sous tension. CMNE compte un million de clients, et 2 100 collaborateurs.



Les Équipementiers français du recyclage s'organisent

Sous la houlette du pôle de compétitivité de l'économie circulaire TEAM2, les équipementiers français du recyclage se sont constitués en association nationale. Objectif : valoriser les technologies des équipementiers, et montrer aux donneurs d'ordre aussi bien français qu'étrangers la qualité de l'offre « made in France ». On y trouve des fabricants de broyeurs, compacteurs, machines de tri optique, chaînes de triage, réacteurs de gazéification, équipements de recyclage des biodéchets, parmi d'autres. Créé en 2018, le Club des équipementiers Français du recyclage regroupe déjà 20 structures expertes en ingénierie et fabrication d'équipements. On y trouve entre autres Fives FCB, Ecodas ou encore Arras Maxei. Le passage en association doit donner davantage de rayonnement et de visibilité aux acteurs.

Labos : consolidations tous azimuts

Gros mouvements dans le monde des laboratoires d'analyse, mis à l'épreuve par la crise sanitaire. Le groupe régional Biopath s'adjuge les laboratoires béthunois Belilab (57 salariés, 4 sites de prélèvement et un plateau technique), dont l'activité est en forte croissance mais qui trouve là un adossement à un ensemble puissant aux moyens techniques et humains importants. L'autre opération majeure porte sur le rachat par le major national Biogroup de DiagnoVie. Basé à Ronchin, ce dernier compte 27 sites de prélèvement et trois plateaux techniques et emploie quelque 350 salariés. Biogroup se refuse à tout commentaire sur cette acquisition.



Les Mulliez mettent en vente Pimkie

Annoncée le 20 mai par le site Fashionnetwork.com, l'information a été confirmée trois jours plus tard par la direction et les syndicats de Pimkie. Les actionnaires, l'Association Familiale Mulliez, cherchent un repreneur pour l'enseigne aux 313 magasins (dont 81 en affiliation) et aux 1 500 salariés. Depuis dix ans, la chaîne nordiste de prêt-à-porter féminin voit son chiffre d'affaires chuter. Elle n'a même jamais retrouvé sa rentabilité depuis 2015.

Et ce, malgré l'arrivée de Philippe Favre, spécialiste du retournement d'entreprises, au poste de directeur général en janvier dernier. Alors qu'elle générait aux alentours de 500 M€ de ventes annuelles avant la pandémie, l'entreprise a réalisé 165,6 M€ de chiffre d'affaires en 2020... bien loin des 430 M€ qu'elle espérait cette année. Pimkie avait déjà subi une restructuration en 2018 se concluant par la fermeture de 37 magasins et la perte de 200 emplois.

Bonduelle se réorganise outre-Atlantique



Le géant mondial des légumes a annoncé le 24 mai des négociations exclusives pour céder la majorité du capital (65%) de Bonduelle Americas Long Life (BALL), au fonds de solidarité FTQ et à la Caisse de dépôt et de placement du Québec. Il s'agit d'une opération importante car BALL pèse environ un cinquième du groupe nordiste, avec un chiffre d'affaires de 650 M€, dans la conserve et le surgelé, majoritairement sous marques distributeurs. Bonduelle trouve là une solution pour soutenir les investissements nécessaires au développement de cet important « marché nord américain en constante consolidation » via ces nouveaux partenaires. Une orientation conforme à sa feuille de route stratégique qui met l'accent sur les marques propres du groupe. Bonduelle avait annoncé en septembre une « revue stratégique » de ses activités outre-Atlantique.

Transport : Olano s'empare du boulonnais Frigoscandia

Frigoscandia, spécialiste du transport de marchandises sous température contrôlée et particulièrement des produits de la mer, entre dans le giron du groupe Olano, basé dans les Pyrénées-Atlantiques. A qui Mutares SE & Co, maison-mère du Boulonnais depuis fin 2021, a vendu l'intégralité de ses parts. L'opération devrait être finalisée au 3e trimestre 2022. Elle offrira à Frigoscandia l'opportunité de renforcer ses positions en région, mais également de bénéficier du réseau international du transporteur de la logistique alimentaire Olano. Basée à Boulogne-sur-Mer, Frigoscandia emploie 70 personnes pour 12 M€ de chiffre d'affaires réalisés en 2020.



Safilin (re)lance sa filature de lin 100% tricolore

Béthune. L'usine produira 100 tonnes de fil de lin cette année. Elle compte quadrupler dès 2024 avec une cinquantaine de salariés.

Près de 20 ans après sa délocalisation, la filature de lin signe son grand retour en France. Plus précisément à Béthune où Safilin vient de remettre en marche ses métiers à filer, bobineuses et étireuses. L'entreprise familiale de Sailly-sur-la-Lys avait délocalisé cette activité en Pologne en 2005, année de la première suppression des quotas sur les importations textiles dans l'Union européenne.

14 mois après l'annonce de son implantation, la filature vient de débiter sa production de fil de lin 100% français. Installée au sein d'un ancien site logistique, l'unité occupe un bâtiment de 6 000 m², doté d'un parc machines spécialement acheminé depuis la Pologne. L'usine intègre deux procédés de filature du lin ; celle dite « au mouillé » pour la réalisation de fils très fins et celle « au sec » pour la production de gros fils. Ces deux techniques permettent à Safilin de fournir à ses clients (tis-



seurs et industriels transformateurs) du fil pour les secteurs de l'habillement et du linge de maison. « *Mais je ne veux pas cantonner notre filature à ces deux seuls secteurs*, prévient Olivier Guillaume, président de Safilin, également filateur de chanvre. *Il existe de nombreux autres débouchés comme ce-*

La filature a représenté un investissement de 5 M€, soutenu par l'Etat (appel à projets Résilience), la Région et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay.

lui des composites ou du textile technique. Nous sommes beaucoup sollicités pour des projets de R&D dans les secteurs du transport ou du sport ».

Avec ses 30 salariés, formés par les équipes polonaises, Safilin lorgne la production de 100 tonnes de fil de lin cette année pour 1,5 M€ de ventes. La filature artésienne montera en régime progressivement pour atteindre 300 tonnes l'an prochain, puis 400 tonnes par an dès 2024, avec une cinquantaine de salariés. Soit l'équivalent de 10% de la production de l'usine polonaise de Safilin. « *Mon message est très clair : on ne déshabille pas la Pologne. Safilin mise sur ses deux unités. Elles sont complémentaires pour répondre au marché européen* », insiste Olivier Guillaume. A terme, la filature nordiste devrait représenter 6 M€ de chiffre d'affaires sur les 30 M€ que réalise Safilin avec ses 600 salariés ■ **J.K.**

Grain de Malice construit sa croissance sur l'affiliation

Marcq-en-Barœul. L'enseigne de prêt-à-porter déroule un plan de développement à contre-courant de son secteur. Elle brigue 200 boutiques fin 2022 et plus de 300 à horizon 4 ans.

Serait-ce le mouton à cinq pattes du textile français ? Alors que de nombreuses enseignes de mode, en proie aux difficultés, réduisent la voilure, Grain de Malice affiche un dynamisme détonnant. Après néanmoins un PSE d'envergure en 2016 (40 boutiques fermées, 170 postes supprimés) et un plan de transformation, la marque est en pleine croissance. Elle comptait 157 magasins en 2018, 164 l'année suivante, puis en a ouvert une vingtaine en pleine pandémie ! Présente seulement en France, Grain de Malice dispose à ce jour 194 magasins ; 109 affiliés et 85 succursales. « *Depuis notre plan de transformation et de restructuration, on bâtit notre croissance sur le développement de notre réseau d'affiliés* », indique Nicolas Guffroy, directeur financier. « *La différence avec la franchise, c'est que les stocks n'appartiennent pas aux affiliés. Ce sont les nôtres.*

Ils perçoivent une commission sur les ventes. Jusqu'à présent ce modèle nous a réussi ! », se félicite le Dg Alain Boittiaux. Il vise les 200 boutiques fin 2022 et 320 d'ici 2026. L'enseigne de l'Association Familiale Mulliez (AFM) dispose également d'un site Internet et est présente sur sept marketplace, à l'instar d'Amazon, La Redoute ou Showroomprivé.com. Avec ses 530 salariés, dont une centaine à son siège de Marcq-en-Barœul, Grain de Malice a réalisé plus de 98 M€ de ventes (hors taxes) l'an dernier. Et lorgne les 120 M€ cette année.

Pour Alain Boittiaux, la recette du succès réside aussi dans l'offre et le positionnement adoptés depuis 5 ans. « *On s'adresse aux femmes de 35 ans et plus. Pour être proche de notre cible, on a fait le choix d'être présent essentiellement dans les villes de province de moins de 20 000 habitants* », détaille-t-il.



Autre différence avec ses concurrents selon lui, et non des moindres : « *Dans nos boutiques, on emploie des experts en morphologie ou en colorimétrie, pas juste des vendeuses. On investit beaucoup dans leur formation. C'est très rassurant et très important pour notre clientèle* » ■ **J.K.**

Corning Life Sciences s'offre une usine de 150 M€ à Ruitz

En ce 12 mai, Agnès Pannier-Runacher avait fait le déplacement, en tant que ministre de l'industrie encore pour quelques jours. Le jeu en valait certes la chandelle : le groupe américain Corning, plus connu pour son activité verrière, a choisi d'investir lourdement (150 M€) au titre de sa division santé, pour se doter d'une grosse unité plasturgique à Ruitz. Elle fabriquera des consommables pour les produits vaccinaux, de biothérapie et de culture cellulaire, à destination des marchés européens mais aussi d'Afrique et du Moyen-Orient. L'usine prendra place dans un site de 2 ha aujourd'hui en plein champ, qu'est venu visiter la délégation ministérielle (ci-dessous). La prise est belle pour la France et pour notre région, qui l'emportent face à la concurrence polonaise. Laurent Picard, dirigeant de Corning Gosselin (structure nordiste rachetée par Corning en 2011 et basée à Borre), énumère les qualités du dossier régional : un site clés en main, qui permet un dépôt de permis de construire dans les meilleurs délais, des travaux lancés dès la fin d'année, et une ouverture programmée en 2024 ; un pôle d'expertise plasturgique puissant dans l'écosystème régional ; un positionnement géographique à proximité de la plateforme logistique de Corning, à Amsterdam pour pouvoir expédier tous azimuts ;

Ruitz. Déjà présent en région depuis le rachat de Gosselin en 2011, le groupe américain franchit un cap en créant une usine *ex nihilo* sur un site de 2 ha. Ouverture prévue dès 2024 avec 150 créations d'emplois.

un engagement très actif des collectivités et de l'Etat, y compris sous l'angle financier : l'Etat apporte « plus de 20 M€ », annonce Agnès Pannier-Runacher (certains évoquent même un montant de 30 M€), épaulé aussi par l'agglomération (0,6 M€) et la Région (0,4 M€ au titre de la formation) sans parler du fonds de réindustrialisation de Bridgestone. « *Le soutien de France Relance a été un élément déterminant pour notre décision* », observe Laurent Picard qui reconnaît que les actionnaires américains penchaient davantage pour la Pologne au départ. « *Cette localisation permet aussi de réduire notre empreinte carbone, un point de vue de plus en plus prégnant chez nos clients* », relève le dirigeant, qui annonce viser un label environnemental LEED Gold.

Laurent Picard, directeur de la stratégie et du développement de Corning Life Sciences, explique le projet à l'ex-ministre de l'industrie Agnès Pannier-Runacher (ci-dessous), dans la prairie même où s'installera l'industriel.

Produire plus près des zones de consommation

La nouvelle usine de Corning aura une activité différente de celle du site voisin de Borre, qui garde toute son autonomie, même si des syner-

gies pourront exister. La nouvelle entité, qui emploiera 150 personnes dès 2024, vise avant tout à rééquilibrer l'appareil de production de Corning Life Sciences, trop concentré en Amérique du Nord alors que la demande est mondiale. La crise sanitaire a conduit à des difficultés importantes qu'une production au plus près des zones de consommation doit pouvoir corriger. Corning annonce du reste doubler aussi en parallèle ses capacités de production en Asie pour les mêmes raisons.

« *Ce projet est emblématique du souhait de construire une souveraineté industrielle sur des besoins clairs de la population et faire en sorte que d'ici 2030 nous soyons une des nations leaders en matière de santé, ce qui était le cas il y a 20 ans. Aujourd'hui nous sommes sixième...* », a commenté Agnès Pannier-Runacher, évoquant pas moins de 180 projets de relocalisation en France dans le secteur de la santé en seulement 18 mois ■ **O.D.**

Corning en bref

- **Activités :** verre plat, câbles de communication, substrat pour pot catalytique, matériaux de spécialité et sciences de la vie.
- **CA :** 14,1 mds \$ dont 1,6 md€ pour Corning Life Sciences.
- **Activité en France :** 1000 salariés, 230 M€ de CA dont Corning Gosselin : 220 salariés



Arc renoue avec l'investissement (très) lourd

« C'est un monstre ! » Les ingénieurs en charge du projet du four « VLO4 » ont le sourire chez Arc. Le géant mondial des arts de la table, après des années de restrictions, de réduction de voilure, et d'efforts en tous genres, s'offre son plus gros investissement industriel sur son siège historique depuis vingt ans : il s'agit de brancher une troisième ligne de verres à pied haut de gamme sur le seul four à cristallin du groupe, le fameux four VLO4. Car le marché est très porteur, avec une concurrence réduite à trois ou quatre opérateurs, tant l'exigence technique est élevée. « Depuis quelques années, on voit une tendance dans les restaurants à des verres à pied de plus en plus gros et de plus en plus beaux. Et on voit cette évolution même chez les brasseurs », se réjouit Martin Debacker, directeur des opérations verrières d'Arc France, qui va donc accroître de 50% ses capacités pour ces articles. Le four, qui porte le verre à fusion à 1500 °, sera alors mis en pleine puissance, soit jusqu'à une capacité quotidienne de 130 tonnes.

Quatre machines de 100 tonnes

En réalité, ce n'est pas un seul outil de production qui est déployé mais quatre, d'un poids total de 100 tonnes, qui sont en cours d'installation, pendant que le four continue ses fabrications en parallèle, un vrai défi technique. Car la fabrication de verres à pied se découpe en



Arcques. Les bureaux d'études et techniciens s'activent dans l'usine verrière pour implanter une ligne de verres à pied. Le plus gros investissement industriel de l'usine depuis 2002, soit 15 M€.



trois étapes : une presse va recevoir une goutte de verre puis l'écraser pour en faire le pied. Une autre machine va quant à elle fabriquer la paraison, autrement dit le contenant. Tandis qu'une étape cruciale, la soudure entre ces deux éléments, va suivre immédiatement (alors qu'auparavant, Arc réalisait les soudures bien plus tardivement). Ce dernier procédé permet d'économiser pas moins de 30 à 40% d'énergie, explique le directeur industriel. Le sujet est ultra-sensible chez Arc, énorme consommateur d'énergie, dont la facture doit s'accroître de 140 M€ cette année du fait de la flambée des cours mondiaux. Les verres sont ensuite recuits puis découpés.

Les machines, entièrement faites maison avec un sens évident de la discrétion pour les trouvailles techniques – pour lesquelles Arc ne dépose pas nécessairement de brevets, qui deviendraient par définition publics – ont demandé pas moins de 100 000 heures de travail, associant de très nombreuses compétences : automatisme, robo-

tique, thermique, traitement d'images en temps réel.

L'investissement, formellement décidé en février 2020, a subi les secousses de la Covid mais a bien été confirmé depuis, compte tenu de son éminente dimension stratégique. Les équipes d'Arc prévoient une série de tests machines entre juin et septembre, puis des tests de production en septembre avant d'entrer en service à l'automne. L'arrivée de cette ligne s'accompagne de la création d'une centaine de postes, en pilotage direct mais aussi sur les fonctions support.

Le signe est très positif pour cet industriel majeur qui a dû surmonter tant de difficultés depuis des années, mais qui regarde résolument vers l'avenir. L'usine a une capacité de production de quelque 430 000 tonnes avec 10 fours, soit la moitié du potentiel mondial du groupe. Arc compte aussi des usines aux Etats-Unis, en Chine et aux Emirats.

Il emploie 7 800 personnes dont près de 5 000 dans le Pas-de-Calais ■ O.D.

100% Renault Trucks, LOCAMI, franchisé Clovis Location, s'appuie sur un parc de véhicules et une expertise reconnue des Ets Coquidé, pour offrir une palette de services la plus large possible.



Avec leur filiale location, les Ets Coquidé & Cie mettent un coup de boost sur la location courte & moyenne durée des camions

Quand on frappe à la porte d'un garage Coquidé, c'est souvent pour acheter ou faire réparer camions ou utilitaires. Mais ce distributeur et réparateur agréé Renault Trucks dont le siège est basé à Arras, constate un besoin grandissant dans la location en B to B, pour quelques années mais aussi pour quelques semaines ou quelques mois. Agathe Coquidé, responsable communication de cette entreprise presque centenaire, explique cette tendance : « La location courte durée permet de répondre à un surcroît d'activité ou des besoins saisonniers, de palier les délais actuellement longs de livraison des camions neufs, de faire face à un camion en panne. » A cela s'ajoute des raisons financières : la location permet de protéger ses propres lignes de

"Notre force repose aussi sur la qualité du parc, qui est entretenu dans notre réseau Renault Trucks par des compagnons avec une réelle expertise"

financement et de mieux maîtriser les coûts. Enfin, c'est l'occasion de tester un parc ou tout simplement un véhicule, notamment avec une énergie alternative comme le gaz, le biodiesel ou à l'électricité, avant de s'engager à l'achat.

Un parc dense et disponible
1 600 véhicules Renault Trucks : c'est la taille du parc dédié à l'activité de LOCAMI, allant du petit utilitaire, du véhicule frigo, véhicule fourgon, ampliroll jusqu'au camion de 32 tonnes. « Pour répondre à la demande, nous avons décidé que toutes les silhouettes à l'achat - bénéficiant des derniers outils connectés d'amélioration de consommation et de productivité - peuvent être loués. » souligne Agathe Coquidé qui précise l'organisation spécifique mise en place. « Trois garages sont dédiés à la location, à Libercourt (59), Boulogne-sur-Mer (62) et Rouen (76). L'assistance et dépannage sont garantis 24h/24 et 7 jours/7 dans toute la France et la mise à disposition du matériel se fait dans l'heure. Notre force repose aussi sur la qualité du parc, qui est entretenu dans notre réseau Renault Trucks par des compagnons avec une réelle expertise. » Et de rappeler que la formation à la technologie des véhicules est au cœur de chaque

parcours des techniciens des Ets Coquidé qui interviennent sur les camions, grâce à leurs stages réguliers au centre de formation d'Arras, Paris ou Lyon.

Pour Denis Nonque, directeur de l'activité location chez Coquidé, cette stratégie d'un parc riche en véhicules est un vrai pari : « nous faisons le choix de ne pas vendre les véhicules du parc de location et de les conserver pour accompagner au mieux les clients lors de leur reprise économique, parfois en dents de scie. C'est nécessaire pour avoir un parc important disponible. » L'essentiel de la demande aujourd'hui provient du secteur des travaux publics, avec la location de camions de 19 et 26 tonnes, des bennes, des grues, des véhicules polybennes. « C'est dû à la reprise du secteur post-covid » explique Denis Nonque. « Il y a aussi une explosion de la demande des véhicules de distribution liée aux ventes par correspondance. Nous espérons aussi renforcer notre présence dans d'autres secteurs comme la logistique ou l'évènementiel. »



> Agriculture

Transitions : les agriculteurs, McCain et la banque verte font cause commune

Région. McCain et le Crédit Agricole lancent un dispositif de financement original pour les producteurs de pommes de terre qui s'engagent dans l'agriculture régénératrice.

McCain, le Crédit Agricole et les producteurs de pommes de terre pour l'industrie (GAPPI) font cause commune pour une agriculture plus vertueuse. Derrière un accord tripartite signé en mai dernier au Village by CA, ce sont de nouveaux paradigmes qui tentent d'être mis en place dans notre région au profit d'une agriculture respectueuse de la terre, alors que l'appauvrissement des sols tout comme le réchauffement climatique menacent. Concrètement, le Crédit Agricole (quatre caisses concernées) prévoit une première enveloppe de 40 M€ pour proposer des financements privilégiés à des agriculteurs sous contrat avec McCain et qui s'engagent dans la mise en œuvre de pratiques d'agriculture dite de régénération. Concrètement, ils pourront prétendre à des emprunts à raison de 2 K€ par ha de production de pommes de terre, McCain prenant en charge les intérêts, tandis que les prêts seront accordés sans frais de dossier et sans ga-

rantie. Il s'agira par exemple de financer du matériel pour le travail de la terre, des nouvelles techniques de protection des plantes, des systèmes d'apport d'eau, cite Bertrand Achte, agriculteur et président du GAPPI. Le géant canadien des frites surgelées se fixe l'objectif de mobiliser 100% de ses 800 agriculteurs partenaires autour de l'agriculture de régénération d'ici 2030. Cet accord pourrait susciter l'intérêt et le soutien d'autres grands de l'agroalimentaire, tels Roquette ou Bonduelle. « On a ouvert la voie à quelque chose mais on invite aussi les autres entreprises à rejoindre ce collectif pour une agriculture de régénération », lance Leslie Camus, vice-présidente Agriculture Europe continentale de McCain. D'autant que le mouvement n'est pas si simple. « On ne remet pas en cause aussi facilement des habitudes culturelles. Je pense que les agriculteurs mettront le temps à s'engager », reconnaît Bertrand Achte, qui pointe que la cul-



ture de la pomme de terre s'inscrit dans un schéma d'exploitation complet avec des rotations, impliquant un certain degré de risque. « On aimerait enclencher quelque chose avec un effet multiplicateur beaucoup plus important. On sera aidé par la réglementation qui pousse les organismes financiers à avoir plus d'actifs verts », souligne Philippe Gonnet, directeur entreprises au Crédit Agricole Nord de France ■ **O.D.**

Florimond Desprez obtient l'onction et les crédits de la BEI

Cappelle-en-Pévèle. La BEI accorde 40 M€ de prêts au groupe semencier familial afin d'accélérer la recherche de variétés adaptées au changement climatique.

« Cela nous conforte dans une période où la filière agroalimentaire est perturbée par le changement climatique et par les troubles politiques ». Marin Desprez, directeur de la stratégie du groupe éponyme, salue avec force l'accord financier obtenu auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) avec le soutien de la commission européenne, dans le cadre du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Une forme de reconnaissance majeure pour le groupe régional. En quoi Florimond Desprez est-il stratégique ? Car l'entreprise est clé dans l'adaptation de l'agriculture au changement climatique et à la transition agro-écologique. Historiquement, la sélection de variétés avait pour but principal d'améliorer la productivité, mais s'y ajoutent désormais de nombreux critères comme la résistance

aux épisodes météo extrêmes, au stress hydrique, aux maladies de plus en plus nombreuses avec le changement climatique tout en étant sobres en intrants, stables en rendement et en goût. Avec en outre des caractéristiques climatiques ou de sols qui varient d'un pays à l'autre. « Il devient de plus important de sélectionner des variétés qui ont besoin de moins d'engrais », précise Marin Desprez, représentant de la sixième génération. Non pas seulement parce que leur prix a quadruplé depuis la crise ukrainienne, mais parce qu'ils sont une des principales sources d'émission de CO₂ de l'agriculture... Autant dire que le degré d'expertise est très élevé, enrichi depuis quelques années par la « data science ». Ces recherches, à l'image de la pharmacie, s'inscrivent dans le temps long, de l'ordre de 7 à 10 ans pour sortir une nouvelle variété.



Florimond Desprez est le leader mondial dans les semences de betteraves sucrières, mais aussi l'un des majors des céréales à paille et un acteur clé dans l'univers du plant de pomme de terre.

Le prêt de la BEI porte sur 40 M€ sur 7 ans, complétés d'un financement de 10 M€ du Crédit Agricole Nord de France, orienté lui aussi sur

la transition agroécologique. Des crédits qui viennent consolider les moyens du groupe familial bientôt deux fois centenaire (il est né en 1830), qui dédie 15% de son chiffre d'affaires annuel à sa recherche-développement.

Le groupe compte 1 200 salariés, dont 450 chercheurs, pour un chiffre d'affaires de 300 M€ ■ **O.D.**

POSONS ENSEMBLE LA PREMIÈRE BRIQUE



Flashez moi

Nous sommes une banque mutualiste de proximité, fière de nos origines bretonnes et engagée au service de la vitalité des territoires. Nous sommes présents partout en France.

Dans les Hauts-de-France, nos équipes accompagnent les dirigeants d'entreprises, les acteurs publics et institutionnels locaux et les professionnels de l'immobilier avec une gamme complète de services financiers.

Ensemble, construisons une relation durable en trouvant les solutions pour faire naître et grandir vos projets. Et s'ils ont un impact environnemental et sociétal positif, alors nous sommes vraiment faits pour nous entendre.

Thiriez Literie se rêve plus vert

Wattrelos. Le fabricant de matelas dévoilera fin 2022 une gamme éco-conçue inédite. Premiers jalons d'une production plus vertueuse en phase avec les attentes du marché.

Thiriez Literie ne manque pas de ressort. Sous l'égide de son dirigeant Geoffrey Thiriez, 36 ans, l'entreprise wattrelosienne nourrit de grandes ambitions, dont celle, encore lointaine, d'atteindre le centenaire. Un sacré challenge que ce fabricant de matelas et sommiers depuis 30 ans souhaite relever en misant gros sur sa transition écologique. En novembre prochain, il dévoilera sa toute première gamme de matelas et sommiers éco-conçus. Baptisée symboliquement Avenir, cette collection affichera une liste de composition réduite. Les matelas seront fabriqués à base de fibres synthétiques recyclées réutilisables mais aussi - et c'est une première en France - de mousse composée à 30% de polyols de mousse recyclée. « Historiquement, notre activité utilise beaucoup d'ingrédients issus de la pétrochimie. On a la volonté de faire mieux pour l'environnement. A notre échelle,

cela se traduit par l'utilisation de produits innovants et plus naturels », détaille Geoffrey Thiriez, fils des fondateurs. Son entreprise a sourcé des matières plus naturelles auprès de ses fournisseurs historiques mais a également dû nouer de nouveaux partenariats.

Cette transition vers une production plus écologique a impliqué un renouvellement de 50% du parc machine et la formation des 100 collaborateurs. Notamment « pour comprendre les contraintes des entreprises qui recyclent nos produits », précise Geoffrey Thiriez. Dans les années à venir, ce dernier compte bien faire évoluer une partie de ses 4 000 références vers l'éco-conception. « C'est une réponse que l'on apporte aux consommateurs et à nos 700 partenaires revendeurs qui sont en demande de ce type de produits ». Les matelas Avenir seront vendus au maximum 10% plus cher que ceux des



autres gammes de Thiriez Literie. Le dirigeant espère que cette nouvelle collection aidera son entreprise à titiller les 35 M€ de chiffre d'affaires dès 2027, contre les 24 M€ réalisés l'an dernier. Chaque année, l'entreprise familiale produit 120 000 matelas et sommiers pour le grand public, l'hôtellerie, le secteur médical ou les collectivités ■ J.K.

Hoffmann Green lance une usine de ciment décarboné à Dunkerque

Dunkerque. Le groupe vendéen spécialiste des ciments innovants à très faible empreinte carbone investira dans ce site pour produire 250 000 t/an.

Une empreinte carbone divisée par six par rapport aux ciments traditionnels, avec des performances supérieures : telle est la promesse d'Hoffmann Green Cement Technologies (HGCT), entreprise vendéenne fondée en 2014 à Bournezeau, dont le ciment sans clinker a séduit nombre d'investisseurs. En novembre 2021, cet acteur de la transition énergétique dans l'univers de la construction a du reste lancé une augmentation de capital de 25 M€ pour asseoir son expansion.

L'entreprise vient donc de signer un accord de réservation d'un terrain de cinq hectares avec le Grand Port Maritime de Dunkerque pour y réaliser sa troisième unité de production, équivalente en capacité à sa deuxième réalisée en Vendée, soit un volume annuel de 250 000 tonnes. Le démarrage de la

construction de l'usine dite H3 est programmé au premier semestre 2023 pour une livraison en fin d'année 2024. L'investissement serait de 22 M€ selon nos sources.

« Idéalement située et parfaitement desservie, cette nouvelle unité de pro-



duction nous facilitera l'accès à nos nouveaux territoires stratégiques en France dans le but d'étendre au maximum la commercialisation de nos ciments sans clinker et donc de décarboner davantage le secteur de la construction », affirment Julien Blanchard et David Hoffmann, les co-fondateurs de l'entreprise. HGCT vise en particulier les marchés des Hauts-de-France, d'Ile-de-France, mais aussi du Benelux.

Le grand port maritime de Dunkerque a déjà attiré depuis plusieurs années un autre producteur de ciment très bas carbone, à travers la société Ecocem, qui utilise quant à lui le laitier provenant des hauts-fourneaux d'ArcelorMittal, qui est du reste un de ses principaux actionnaires (à 49%). Ecocem Dunkerque affiche une capacité annuelle de 750 000 tonnes ■ O.D.

3 Monts veut monter en pression dans l'Hexagone

Saint-Sylvestre-Cappel. La brasserie investira près de 3 M€ pour augmenter sa production et étendre son maillage national. Elle vise les 22 M€ de ventes en 2022.

Ces 10 dernières années, elle a injecté plus de 10 M€ dans son outil de production et ne compte pas s'arrêter là. D'ici l'été, la brasserie familiale 3 Monts accueillera trois nouveaux fermenteurs, installera une nouvelle chaufferie vapeur ainsi qu'un nouveau groupe de froid pour optimiser son efficacité environnementale. Le mois dernier, elle a mis en route sa toute nouvelle station d'épuration sur son site à Saint-Sylvestre-Cappel. Au total cette année, la brasserie centenaire investira 2,95 M€ pour se moderniser. Avec une volonté affichée de renforcer sa présence au national et donc d'accroître sa production. L'objectif de son Dg Pierre Marchica (photo) est d'approcher les 120 000 hl en 2022, avant de brasser jusqu'à 180 000 hl à l'horizon 2028. Son entreprise produit à ce jour 105 000 hl, soit 12 millions de bouteilles de 75 cl. « C'est un palier que je n'ima-



ginais pas atteindre il y a 10 ans de cela, confie Pierre Marchica. C'est le fruit de l'engouement du marché brassicole et de nos investissements réalisés ces dernières années qui nous ont permis d'augmenter la production, sans faire de compromis sur la qualité ».

3 Monts est déjà présent dans l'Hexagone à travers le segment CHR (café-hôtel-restauration) et celui des grandes et moyennes surfaces (GMS).

Ce dernier « est le segment où nous faisons le plus gros de notre chiffre d'affaires. Nous faisons clairement partie du paysage avec les 60 bouteilles vendues chaque semaine dans chaque magasins de ces enseignes. Mais nous souhaitons accélérer pour être aussi présent que nos concurrents », poursuit Pierre Marchica.

Malgré une hausse entre 25 et 50% du prix des bouteilles en verres - liée à la crise ukrainienne - et la flambée du coût des matières premières depuis deux ans (dont l'orge qui a bondi de 100% sur la période), le dirigeant de 3 Monts table sur une croissance pour 2022.

Avec ses 45 salariés, il logne les 22 M€ de ventes, contre 18,6 M€ l'an dernier

■ J.K.

L'OCCASION DE FAIRE LE BON CHOIX

Used Trucks by Renault Trucks,
LA marque de confiance de l'occasion

Tracteurs, porteurs ou véhicules utilitaires :

- Des véhicules fiabilisés et garantis,
- 220 points de contrôle réalisés par nos experts,
- Un kilométrage certifié par le constructeur,
- Un plan de maintenance adapté à votre usage,
- De nombreux services associés : contrats d'entretien, extensions de garantie, solutions de financement, reprise de votre ancien véhicule...



USED TRUCKS
BY RENAULT TRUCKS

Contactez Antoine Borrás : 06 03 91 71 16
ou Léopold Coquidé : 06 71 13 11 80

Plus d'informations sur www.ets-coquide.fr



AutoNomad : la remontée après la chute



AutoNomad est un fabricant de kits de motorisation de fauteuil roulant manuel. Son fondateur Sami Mohammad, chercheur à l'Université Polytechnique de Valenciennes, caressait de grandes ambitions. Créée en 2015 au technopôle Transalley à Famars, l'entreprise réalisait 75 K€ de ventes en 2018 avec six salariés. Très largement soutenue par Eurasanté, Bpifrance, le CNRS, NFA ou par les acteurs du développement dans le Valenciennois, AutoNomad visait les 2,5 M€ de chiffre d'affaires en 2020 avec près d'une vingtaine de collaborateurs. Mais voilà, son développement ne s'est pas déroulé comme prévu. En mai 2021, le tribunal de commerce de Valenciennes place l'entreprise en redressement judiciaire. Deux mois plus tard, Etienne Drieu,

ancien directeur régional de Bureau Veritas Construction, reprend l'entreprise à la barre du tribunal avec l'entière responsabilité de ses effectifs, soit 4 salariés. « C'est Eurasanté qui m'a présenté le dossier fin 2020. A l'époque, je cherchais à reprendre une entreprise avec une activité scientifique et avec de la difficulté. Là, j'ai eu ma dose ! »,

se souvient, amusé, Etienne Drieu.

Dans la foulée, il crée la société Solmob qui commercialise sous la marque AutoNomad Mobility les kits de motorisation Nomad et ceux à assistance de propulsion électrique Duo, toujours fabriqués à Famars. Depuis sa reprise, AutoNomad est de nouveau incubée par Eurasanté. Son repreneur a relancé la commercialisation auprès des distributeurs régionaux et nationaux de dispositifs médicaux. En parallèle, il mène une expérimentation en région qui pourrait déboucher sur la vente en direct des kits d'AutoNomad en Ehpad. Etienne Drieu annonce également un programme de R&D en cours, qu'il souhaite soutenir en ouvrant son capital à hauteur de 700 K€, dont 300 K€ en equity, d'ici début 2023. Objectif : rendre ses kits de motorisation adaptables au plus grand nombre de fauteuils roulants manuels.

A horizon 2025, le dirigeant lorgne un développement au national et des débuts en Europe avec 1 000 kits vendus et une quinzaine de salariés. A suivre.

**AUTONOMAD
VEUT OUVRIR
SON CAPITAL
DÉBUT 2023**

Lampadaire autonome : Tohar lève 419 K€

Depuis sa création à Dunkerque en 2020, Tohar Environnement développe un éclairage public de dernière génération économe, intelligent et durable. Son fondateur David Dadoun vient de lever 419 K€ auprès de la CUD, la Région, Bpi, Initiative Flandre et HDFID. Des fonds voués à lui permettra de finaliser son produit et de lancer sa commercialisation d'ici la fin de l'été 2022. L'entrepreneur entend également recruter, poursuivre sa R&D et diversifier son offre de lampadaires pour acquérir de nouveaux marchés. Le lampadaire de David Dadoun a remporté la médaille d'or au concours Lépine en 2019, le prix coup de cœur au salon Vivatech à Paris la même année, puis celui du CES de Las Vegas l'année suivante. Il a également remporté le prix de l'écologie au salon TIP d'Abu Dhabi, et cette année le prix d'IBM-Europe à Station F à Paris et le prix Keyrus de l'entrepreneuriat.

ZAC s'ouvre dans le Vieux-Lille

Après avoir testé son concept pendant un an au sein d'une boutique éphémère à l'Usine de Roubaix, ZAC s'installe dans le Vieux-Lille. La jeune entreprise, spécialisée dans le recyclage et la vente de montures de lunettes neuves et d'occasion, ouvre une boutique de 60 m² au numéro 35 de la rue Basse. Fondée en 2020 par Ophélie Vanbremeersch et Antoine Lamblin (Eco n° 108), ZAC emploie aujourd'hui huit personnes. Sa promesse : des montures vendues entre 19 et 99€, soit près de trois fois moins cher que les tarifs pratiqués chez les opticiens traditionnels. Depuis sa création, ZAC a déjà collecté plus de 55 000 montures. Après avoir été accélérée par Rev3, la jeune pousse est depuis 4 mois incubée chez Planet A, toujours à Lille, où est situé son siège.

Newcard accueille Ramsay à sa table

La jeune pousse spécialisée dans la télésurveillance de l'insuffisance cardiaque ouvre 20% de son capital au leader européen de l'hospitalisation privée Ramsay Santé. Ce dernier rejoint ainsi La Poste Santé et Sparkling Partners, actionnaires historiques de Newcard. Le groupe de cliniques privées offre l'opportunité à la jeune entreprise incubée à Eurasanté d'étendre ses services « 1 Minute pour mon cœur » et « 1 Minute pour mes reins » auprès de plusieurs dizaines de milliers de patients dans les prochaines années. Et pour Ramsay, c'est l'occasion de proposer un suivi personnalisé à distance à ses patients « de plus en plus connectés et demandeurs de services à forte valeur ajoutée », dit-il.

18 M\$

C'est le montant levé par Sencrop, leader européen des stations météo connectées pour agriculteurs. L'opération, menée par la société israélienne de capital-risque Jerusalem Venture Partners (JVP), doit permettre à l'entreprise lilloise de renforcer ses positions en Europe. Avant de poser un pied sur le marché nord américain. En parallèle, l'agtech fondée par Michael Bruniaux et Martin Ducroquet (photo) prévoit de renforcer le recrutement de 30 nouveaux collaborateurs, qui s'ajouteront aux 100 actuels.

Article complet à retrouver sur notre site www.eco121.fr



PROTÉGER L'ACTIVITÉ DE VOTRE ENTREPRISE EN ASSURANT SES BIENS, SES REVENUS ET SES RESPONSABILITÉS



C'EST AUSSI NOTRE MÉTIER

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



NORD DE FRANCE
ENTREPRISES

Les contrats d'assurances dommages sont assurés par Pacifica, la filiale d'assurances dommages de Crédit Agricole Assurances. PACIFICA, S.A. au capital entièrement libéré de 398 609 760 €, entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 8-10, boulevard de Vaugirard 75724 Paris Cedex 15 - 352 358 865 RCS Paris. Les événements garantis et les conditions figurent aux contrats.

Les contrats Prévoyance, Retraite et Santé Collective sont assurés par Predica, filiale de Crédit Agricole Assurances - Entreprise régie par le Code des assurances - S.A. au capital entièrement libéré de 1 029 934 935 €. RCS Paris 334 028 123. Siège social : 16-18 boulevard de Vaugirard 75015 Paris.

Les contrats d'assurance sont distribués par votre Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel, immatriculée auprès de l'ORIAS en qualité de courtier. Les mentions de courtier en assurance de votre caisse régionale sont disponibles sur www.mentionscourtiers.credit-agricole.fr ou dans votre agence Crédit Agricole.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de Crédit, dont le siège social est : 10 avenue Foch - BP 369, 59020 Lille Cedex, 440 676 559 RCS LILLE METROPOLE. Société de courtage d'assurance immatriculée au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le n° 07 019 406 (www.orias.fr) © Crédit photo : Getty - Création PES/COM/CCAG - ND : 2219CT07

> Innovation



Valame fournit à ses partenaires des caisses en plastique pour le transport de leurs déchets amiantés.



Amiante : Valame résout la quadrature du cercle

HLM, usines, hôpitaux, écoles... Avant son interdiction dans notre pays dès 1997, l'amiante s'est disséminé dans toutes nos constructions. « On estime qu'environ 50 millions de tonnes d'amiante ont été utilisées en France. On n'est même pas à mi-chemin du désamiantage ! » Pour Pierre-Emmanuel Lepers, ce gisement colossal offre une belle perspective de développement à son entreprise Valame. Créée il y a tout juste trois ans, elle a mis au point un procédé chimique à base d'acide chlorhydrique pour traiter les déchets amiantés. La solution, brevetée et unique au monde, permet la disparition totale de l'amiante dans les dalles de sols (photo), les faux-plafonds, les revêtements ou les anciennes canalisations. Une alternative très prometteuse et plus respectueuse de l'environnement que l'enfouissement ou la vitrification proposée par la société Inertam dans les Landes. L'efficacité du procédé a du reste été confirmée par un laboratoire indépendant accrédité par le Comité français d'accréditation. En sortie de process, l'entreprise nordiste récupère un matériau sous forme de poudre, dont les études de valorisa-

La jeune pousse a développé une première mondiale, brevetée, pour faire disparaître l'amiante des déchets. Elle vient de lancer son usine pilote en région. Un procédé qui a déjà séduit plusieurs industriels.

tion sont en cours. « D'après le pôle amiante de la Direction générale du travail, on arriverait à bout de l'amiante en 2060 », poursuit Pierre-Emmanuel Lepers, qui a cofondé sa société avec Néo-Eco, bureau d'ingénierie dans l'économie circulaire avec lequel il partage ses locaux à Hallennes-lez-Haubourdin. « Autant dire que le boulevard à parcourir en France, et ailleurs, est encore très long. Donc investir pour 40 ans, voire plus, vaut le coup ! » Et le coût. Avec ses actionnaires Néo-Eco, IRD et NFA, Valame a mobilisé un peu plus d'1 M€ pour construire son usine pilote. Basée sur le site d'un industriel nordiste — dont Pierre-Emmanuel Lepers tait l'identité et la localisation-, l'unité a débuté son activité de désamiantage en mars dernier, avec six salariés. Elle traite actuellement « plusieurs di-

zaine de tonnes de déchets ». Toutes, issues des chantiers de déconstruction « d'un bailleur social et de trois industriels du BTP public ou parapublic en région », confie, laconique, le dirigeant.

Déploiement sous licence

Plusieurs acteurs privés ont également sollicité la jeune entreprise. Des demandes que Valame a déclinées. « L'ambition de notre première usine est de valider la réussite de notre process », se justifie l'entrepreneur. Pour développer à plus grande vitesse, Valame entend fournir sa technologie sous licence à des industriels du secteur du déchet et/ou de la chimie. « On les accompagnera pour l'installation de l'usine sur leur site et sur la partie commerciale. L'investissement peut être évalué aux alentours de 15 à 20 M€ par unité », indique Pierre-Emmanuel Lepers. Qui imagine à terme le déploiement de plusieurs usines en France, de taille modeste, adaptée au territoire d'implantation. Chacune créerait une vingtaine d'emplois. D'ici 2025, Valame vise la mise en route de deux projets majeurs dans le pays ■ J.K.

Proche.

Éco121 est le magazine de l'info éco des Hauts-de-France et de ses acteurs. Un journal 100 % régional au contenu 100 % régional.

Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr

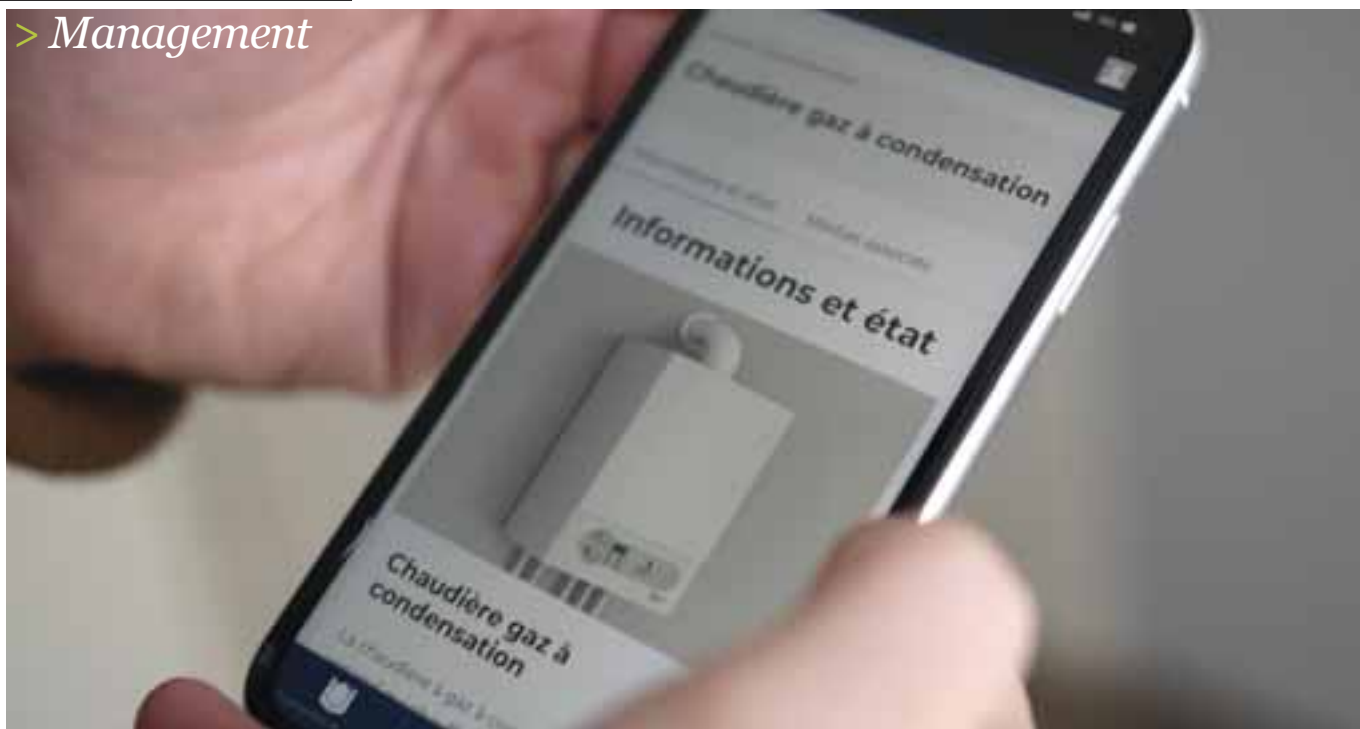
64,90€
PAR AN



Éco121

Le magazine des décideurs économiques des Hauts-de-France

En kiosque : 6,90 €



Logement social : Comment Clésence mise sur l'innovation pour améliorer ses services

Analyser les demandes des locataires grâce à l'Intelligence Artificielle, motiver les collaborateurs grâce à une application de jeu, favoriser l'intégration des salariés via une application RH innovante, ou encore accélérer la transformation des logements les plus énergivores avec un système d'auto-diagnostic réalisé par le locataire lui-même. C'est une véritable révolution digitale qu'a entreprise Clésence, troisième bailleur social des Hauts-de-France, gestionnaire d'un parc de 50 000 logements et résidences individuelles. Objectif de cette filiale du groupe Action Logement : améliorer la qualité de service, raccourcir les circuits de décision, mais aussi favoriser la cohésion de groupe. Clésence est en effet issu deux fusions consécutives, menées à partir de 2018, entre trois Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH) historiques de la région, aux passés et aux pratiques différentes, et toutes peu familières de l'univers des start-up.

« Défi organisationnel »

« L'open innovation est un facteur de réussite de ce défi organisationnel

Le bailleur social mise sur l'*open innovation* pour optimiser son fonctionnement interne, mieux impliquer ses 700 salariés et offrir de meilleurs services à ses locataires.

posé par la création de cette nouvelle entité », souligne Eric Efraïm Balci, directeur général de Clésence. Pour opérer ce changement culturel, un service dédié a été mis

en place il y a deux ans. Afin de l'accompagner dans ses missions, l'ESH, dont le siège est à Saint-Quentin (Aisne), a développé un partenariat avec le cabinet spécialisé Impulse Partner. Ce qui lui a

permis d'intégrer son « Lab du logement innovant », développé avec la Fédération des Entreprises Sociales pour l'Habitat, grâce auquel les bailleurs sociaux peuvent disposer d'un

vivier d'entreprises innovantes capables de répondre à leurs problématiques, du maintien à domicile à la performance énergétique en passant par la cohésion sociale.

Auto-diagnostic

A ce jour, une quinzaine de collaborations avec des jeunes pousses, essentiellement issues de l'écosystème régional, ont déjà été engagées par Clésence. Notamment avec Energetic, basé à Lille, à l'origine d'une application visant à impliquer collaborateurs et locataires dans les politiques de développement durable. Ou encore, Bon'Home, situé à Fâches-Thumesnil, qui a développé l'application d'auto-diagnostic des logements. « Chacune de ces expérimentations est à la fois une source d'apprentissage pour nos équipes, mais un moyen de challenger les méthodes de travail. La rencontre entre le monde du logement social et celui des start-up est sans conteste un choc culturel, mais il ouvre de nouvelles possibilités d'action », souligne Florence Dubernet, directrice de l'innovation et du marketing chez Clésence ■ G.R.

“La rencontre entre le monde du logement social et celui des start-up est un choc culturel, mais ouvre de nouvelles possibilités d'action”

AUJOURD'HUI, UN ENTREPRENEUR ENGAGÉ DEMAIN, UNE ENTREPRISE PROTÉGÉE

Pour protéger leurs proches et leurs biens, pérenniser leur activité professionnelle face aux aléas de la vie, nos clients professionnels disposent d'une offre d'assurances protection adaptée à leurs besoins et à leur situation.



Crédit du Nord S.A. Au capital de 10 000 000 000 €. Siège social : 26, Boulevard de la République, 59000 Lille. Téléphone : 03 20 41 22 77. Site internet : www.creditnord.fr. Crédit du Nord est une marque de Société Générale. Société Générale et Société Générale Assurance sont des marques de Société Générale. Société Générale et Société Générale Assurance sont des marques de Société Générale.

Crédit du Nord
Une banque du groupe Société Générale





Loïc Descheemaeker impulse une nouvelle énergie chez Nord Chauffage Services

Après plusieurs expériences en France et à l'international, comme entrepreneur et salarié, Loïc Descheemaeker pose ses valises en métropole lilloise pour reprendre cette PME spécialisée dans l'installation de chauffage toutes énergies et de salle de bains.

« J'ai toujours aimé avoir plusieurs vies dans une vie ». Loïc Descheemaeker a bourlingué aux Etats-Unis, en Chine, en Russie, en Europe pour différents groupes, Adeo pendant 14 ans mais aussi Décathlon, Bourgoin, la Lyonnaise des Eaux ou encore Match. Entre deux postes salariés, ce diplômé de l'école de commerce dunkerquoise Iscid-Co tente même l'entrepreneuriat. Passionné de rénovation, il crée une entreprise qui importe et pose des sols chauffants électriques. Une aventure qui tourne court mais qui lui sera utile. C'est à cette occasion qu'il rencontre au sein de son réseau de poseurs Pierre Torris, dirigeant de Nord Chauffage Services.

10 ans plus tard, Loïc Descheemaeker souhaite se stabiliser en métropole lilloise. Il a 48 ans, trois enfants et cherche à reprendre une entreprise. Il contacte son réseau personnel. Dont Pierre Torris, qui lui annonce vouloir transmettre. Il saisit l'opportunité : « je connaissais le cédant avec qui j'étais en toute confiance et la société était saine. » Dégageant 1,5 M€ de chiffre d'affaires, en légère croissance depuis cinq ans avec un résultat bénéficiaire, l'entreprise et sa quinzaine de salariés ont trois pôles d'activités depuis 1978 : chauffage et pompe à chaleur, sanitaire et plomberie. Le carnet de commandes est plein sur plusieurs mois (65% de particuliers, et 35% de tertiaires en métropole lilloise).

L'antenne lilloise de l'entreprise est

reprise à 100% par le repreneur en décembre 2021, tandis que la seconde basée à Arras, déficitaire, est fermée. Ancien du CJD, Loïc Descheemaeker est aujourd'hui accompagné par le réseau Entreprendre Nord (promo 2021), la banque historique de l'entreprise, une contre-garantie de Bpifrance et le cabinet comptable CAPTEAM.

Depuis mars 2022, la passation est terminée et Loïc Descheemaeker ne cache pas sa surprise quant à l'énergie que cela exige : « lors de ma première expérience entrepreneuriale, j'étais dans la création pure et je choisisais mes combats. Ici, je dois être sur tous les fronts en même temps ; l'engagement personnel est plus important. » Ses projets sont nombreux, notamment s'installer dans de nouveaux locaux pour regrouper le secrétariat basé à Tourcoing et l'ex-

ploitation à Lomme, et créer une cohésion d'équipe. « Je souhaite également travailler sur la satisfaction client, un site Internet et le recrutement qui est difficile depuis quatre mois. J'ai du mal à trouver de bons plombiers, chauffagistes, carreleurs ou dépanneurs. » Avec un objectif : doubler l'activité dans les cinq ans.

La transition écologique nourrit aussi ses réflexions : « je suis fier de contribuer à l'amélioration de l'habitat. Nous sommes référencés par le programme AMELIO de la MEL, pour la rénovation durable. Et demain, l'entreprise doit s'améliorer en matière de recyclage des chaudières, pompes à chaleur, ballons d'eau chaude usagés, des gravats... »

Mais ce voileux, qui rêve de bout du monde, ne va-t-il pas se lasser de ce business local ? « Je n'ai pas peur de m'ennuyer. Ça me plaît d'être proche des hommes, en ping-pong d'un projet à un autre, c'est tous les jours une nouvelle aventure, c'est ça qui m'éclate. Et j'ai envie de me poser, prendre le temps de développer l'entreprise, c'est peut-être l'approche de la cinquantaine. Je voyagerai plus tard durant les vacances. » ■

Anne Henry-Castelbou

« C'est tous les jours une nouvelle aventure »



Après trois ans de disette, le club des entreprises centenaires fêtait il y a quelques jours son grand retour, en même temps que ses dix ans, sous les ors de la grande verrière de la CCI Grand Lille.

Entreprises centenaires : des organismes bien vivants !

« **E**t si nous regardions nos entreprises comme des êtres vivants ? » Le Club des Entreprises Centenaires de la région, sous la houlette de son président Gilles Bernard (Briqueteries du Nord) avait choisi ce thème original pour renouer avec ses grandes soirées très courues par les milieux économiques. Une rencontre tenue trois ans après la précédente, pour cause de Covid, bien sûr, et qui coïncidait aussi avec le dixième anniversaire du club. Avec une journée de nouvelles entreprises qui ont atteint le siècle tels Rabot-Dutilleul ou encore... KPMG, né en 1922, à Grenoble. « *Etre une entreprise centenaire n'est pas un aboutissement, c'est une étape* », a nuancé Marc Lengrand, associé KPMG et partenaire de la soirée au côté du CIC Nord Ouest.

Devenir centenaire suppose d'avoir traversé une multitude de crises, et d'avoir dû et su s'adapter, tels les organismes vivants. D'où l'analogie proposée comme plat principal pour la soirée, sous le triple regard du docteur Jean-Charles Lambert, directeur de recherche à l'Inserm Lille et spécialiste de la maladie d'Alzheimer, Catherine Gallais, directrice générale de Rouge Gorge, numéro deux français de la lingerie, membre de l'AFM, et Olivier Berut, artiste et conférencier.

Le chercheur lillois a fait passer allègrement l'assistance de la soupe prébiotique flanquée de molécules carbonées il y a 4 milliards d'années à

l'apparition des bactéries, de l'oxygène, des êtres plus complexes, de la lactation et de la bipédie, évoquant l'évolution permanente du génome, avec ses 3 milliards de bases, sous formes des lettres A, T, C et G composant l'ADN. « *Le génome passe son temps à changer, d'une génération à l'autre* ». Jusqu'où peut-on pousser la comparaison avec l'entreprise ? « *L'entreprise a son histoire, sa philosophie. Elle s'adapte aussi à ses macro et micro-environnements. Elle est proactive* », contrairement aux êtres vivants, distingue Jean-Charles Lambert.

Colonne vertébrale

Catherine Gallais, dirigeante de Rouge Gorge (255 magasins en France et Belgique, 600 salariés, 1,2 million de clientes) a focalisé son témoignage sur la crise Covid, « *avec un maître mot, l'adaptation !* » Après « *la première claque* », le classement administratif en « *non essentiel* », très mal vécu, l'entreprise a rapidement réagi, sans savoir combien de temps tout cela du-

rait. « *Apprendre à piloter sans visibilité est un élément d'adaptation extrêmement élevé. Entre le premier, le deuxième et le troisième confinement, on avait beaucoup appris, on s'était beaucoup organisé, on avait beaucoup interagi avec notre environnement* », raconte Catherine Gallais. Avec en parallèle une priorité mise dans le sens donné aux collaborateurs et leur réassurance. « *Quand il n'y avait plus de business, il fallait rassurer !* » Digital, relation avec les clientes, télétravail, attentes RSE des collaborateurs comme des clientes, Rouge Gorge a évolué fortement sur la période. Catherine Gallais tire de cette expérience deux grandes leçons : « *il faut avoir une colonne vertébrale, ce pourquoi on existe, pour nous, c'est ce qu'on veut apporter aux femmes. Et il a fallu faire preuve d'agilité. Le monde d'après est fait de plein d'imprévus, qui sera la norme de demain* ».

Olivier Berut, artiste et dirigeant de « *On peut parfaire le monde* » a conclu la soirée avec humour et poésie, retenant les caractéristiques de la complexité analysée par Edgar Morin : l'imprévisibilité, la contradiction et l'émergence. « *Dans un monde qui nous lance des défis majeurs, devant les inéluctables qu'on nous assigne en permanence, le premier conseil c'est de prendre soin des parties prenantes. Il faut être en forme !* » ■ **O.D.**



Photos © B. Grossmann

> Créateurs

L'Echo-Village crée une boucle vertueuse entre agri et aquaculture

Guillaume Dekoninck. Sans engrais ni pesticides, il produit plus de 300 variétés de légumes et des truites par centaines dans sa ferme périurbaine à Santes. De quoi viser le million et demi d'euros de ventes dès 2025.

Comment produire une alimentation locale d'excellence, en circuit ultra court et de façon raisonnée ? Cette question est au cœur de toutes les réflexions de Guillaume Dekoninck lorsqu'il imagine son projet entrepreneurial. Après un tour de France et d'Europe fin 2017, à la découverte de l'agriculture bio et périurbaine, le trentenaire crée trois ans plus tard L'Echo-Village. La toute première ferme périurbaine aquaponique d'Europe en surfaces de culture. Soit plus de 3 600 m² de serres installées à Santes, près de Haubourdin, sur 1,3 ha de superficie totale. Guillaume Dekoninck acquiert en mars 2020 ce terrain agricole inexploité depuis huit ans, en pleine zone de champ captant. Après quelques mois de travaux, son Echo-Village sort de l'eau en avril 2021, nourri d'un investissement de 850 K€. Dont 50 K€ d'apport personnel du diri-

L'écho-Village se revendique comme première ferme péri-urbaine aquaponique d'Europe

geant fondateur. Le reste complété par la Région (230 K€), Bpifrance, Nord Actif, la coopérative bancaire Nef, mais aussi par un prêt participatif décroché sur la plateforme MiiMOSA et une dette bancaire.

Salades, blettes, feuilles de moutarde, fleurs comestibles, poivrons, tomates, plantes aromatiques... toute l'année, L'Echo-Village fait pousser pas moins de 315 variétés de fruits et légumes - dont certaines expérimentales. « Toutes ont été sélectionnées avec des restaurateurs de la région pour répondre à leurs demandes », indique le fondateur.

Sobre en eau

Avec ses quatre salariés, l'entrepreneur prône le zéro déchet, zéro rejet et une production hautement économe en énergie. « Dans notre métropole, l'eau est un sujet crucial. Grâce à l'aquapo-



nie, je prouve qu'une autre agriculture est possible ». L'Echo-Village est entièrement alimenté par l'eau de pluie récoltée et stockée sur le site. « Le biomimétisme a été notre fil conducteur pour imaginer notre système d'aquaponie », poursuit Guillaume Dekoninck.

Ses truites sont nourries, entre autres, avec de l'huile de colza et des farines végétales produites par Ynsect et InnovaFeed. Leurs excréments sont transformés par des bactéries qui, en bout de chaîne, convertissent l'ammoniac en nitrates. « L'eau récupérée, chargée d'éléments nutritifs, est ensuite acheminée dans les bacs de culture où poussent nos plantes sans terre, poursuit l'entrepreneur. Elles développent un système racinaire qui filtre l'eau, avant que celle-ci ne reparte dans les bassins de nos truites. Toute notre production est en circuit fermé. Nos plantes et nos poissons se nourrissent les uns les autres ».

La ferme flottante vend ses cultures et ses truites à une trentaine de restaurateurs en région et en Belgique, à des traiteurs et restaurants d'entreprises, ainsi qu'aux particuliers via son site Internet. La vente en grandes et moyennes surfaces devrait débuter cette année, selon le dirigeant. Qui vise le million et demi d'euros de chiffre d'affaires dans les deux à trois ans.

A horizon 2027, Guillaume Dekoninck ambitionne de faire pousser sur tout le sol national 25 Echo-Villages, en propre ou en franchise ■ J.K.



D'ici fin 2023, Guillaume Dekoninck dotera son site d'un bâtiment de 1 500 m² accueillant des salles de coworking et de formation, des logements en « coliving », un data center qui chauffera son exploitation, ainsi qu'une activité de fumage de poisson. Un nouvel investissement de 3,5 M€ HT pour lequel il compte solliciter France Relance.

Fil French tisse les relations entre marques et fabricants textiles

Ensemble, elles cumulent plus de 30 ans dans l'univers du textile nordiste. Chez Blancheporte, où elles se sont rencontrées, puis chez Damart. Leur aventure entrepreneuriale commune débute fin 2020, lorsqu'elles quittent l'enseigne spécialisée dans le vêtements thermolactyl. « L'idée de créer Fil French est venue lorsque Damart a souhaité créer une collection capsule Made in France. Trouver les bons partenaires et mettre en place une coordination fluide entre tout le monde a été très compliqué », se souvient Alix de Vallois.

Après la délocalisation massive dans le secteur, les ateliers et industriels textiles restés en France se sont spécialisés. Rendant complexe la fabrication d'un produit dans son intégralité sur le sol national. En effet, la marque souhaitant produire du 100% français doit se rapprocher d'un atelier de tricotage, puis d'un autre dédié à la coupe et encore un



autre spécialisé dans les boutons ou les étiquettes.

Incubées à Blanchemaille depuis janvier 2021, les deux jeunes femmes ont parcouru la France pendant trois mois avant de démarrer leur activité. Période durant laquelle elles ont noué des partenariats avec plus de 80 ateliers textiles, sur les 400 que compte l'Hexagone. « C'est une bonne base qui nous permet de satisfaire toutes les demandes de prêt-à-porter femme, homme et enfant, de lingerie et de linge de maison, de la moyenne au haut de

Mathilde Pettier et Alix De Vallois mettent leur expérience textile au service des marques souhaitant produire mieux. Leur ambition : devenir un maillon essentiel du made in France.

gamme », indique Mathilde Pettier, bien décidée à « mettre le paquet » sur le développement commercial en 2022. Au-delà du sourcing des bons interlocuteurs, Fil French propose aux marques - essentiellement de jeunes créateurs aujourd'hui - une offre d'accompagnement complet, de la conception de leur projet jusqu'au produit fini. « Quand on monte un dossier, c'est pour proposer du « prêt à l'emploi » aux ateliers », soulignent les fondatrices. Une aubaine quand on sait que ces derniers, par manque de temps et de moyens humains, n'étudient qu'un dossier sur 20... et quand il est bien ficelé ■ J.K.

bpifrance
SERVIR L'AVENIR

ENTREPRENEURS,

VOYEZ LA VIE
EN J'OSE



#OsezAvecBpifrance

bpifrance.fr

Antoine Benoît

AVOCAT ASSOCIÉ, BIGNON LEBRAY

Depuis la loi Sapin 2, les lanceurs d'alerte sont protégés contre les mesures trouvant leur origine dans leur position de lanceur d'alerte. De telles mesures sont frappées de nullité.

La loi du 21 mars 2022 va renforcer cette protection en aménageant la définition des lanceurs d'alerte et en alourdissant les sanctions financières. A ce jour, un lanceur d'alerte est une personne physique qui révèle ou signale, de manière désintéressée et de bonne foi, un crime ou un délit, une violation grave et manifeste d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, de la loi ou du règlement, ou une menace ou un préjudice grave pour l'intérêt général, dont elle a eu personnellement connaissance.

La généralité des termes utilisés expose les employeurs à de multiples si-

La protection des lanceurs d'alerte renforcée

tuations potentielles d'alerte. Le législateur a estimé devoir durcir cette situation.



“Le lanceur d'alerte pourra indirectement retirer un gain financier de l'alerte tout en bénéficiant de la protection des textes”

A compter du 1er septembre prochain, la notion de désintéressement du lanceur d'alerte sera remplacée par celle d'absence de « *contrepartie financière directe* ». Le lanceur d'alerte pourra donc indirectement retirer un gain financier de l'alerte tout en bénéficiant de la protection des textes.

De même, le nouveau texte prévoit que lorsque les informations ont été obtenues dans le cadre professionnel, le lanceur d'alerte ne doit pas en avoir eu « *personnellement connaissance* ».

Fort heureusement subsiste la notion de bonne foi du lanceur d'alerte qui est un garde-fou indispensable à

l'utilisation détournée du texte.

Cependant le lanceur d'alerte ne peut voir sa responsabilité civile engagée si le signalement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts en cause.

Le 1er septembre 2022 le lanceur d'alerte ne sera plus dans l'obligation d'effectuer un signalement interne à l'entreprise et pourra alerter le Défenseur des droits ou une institution de l'Union Européenne.

En cas de danger grave, imminent ou en cas de risque de représailles, une divulgation publique sera possible. Toute procédure abusive ou dilatoire d'un employeur à l'encontre du salarié lanceur d'alerte pourra faire l'objet d'une amende civile ou pénale de 60 K€ sans compter les éventuels dommages-intérêts qui peuvent être alloués au lanceur d'alerte.

Le sujet est vaste et le meilleur conseil que l'on puisse donner aux employeurs est de s'en emparer pour éviter d'avoir à gérer dans l'urgence ces situations souvent inédites ■

Bruno Platel

AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

Transitions collectives 2022 : mode d'emploi

Déployé depuis le 15 janvier 2021, le dispositif Transitions collectives permet aux entreprises d'accompagner les salariés occupant un emploi qui en fonction des mutations technologiques, environnementales, économiques,... peut être fragilisé et donc amené à plus ou moins long terme à disparaître.

L'intérêt pour le salarié volontaire est de bénéficier d'une formation-certifiante intégralement prise en charge en vue d'accéder à des métiers porteurs disponibles dans des entreprises qui rencontrent des difficultés de recrutement. La liste des métiers porteurs est établi sur le plan régional et publiée sur le site du Ministère du Travail.

De son côté, l'entreprise bénéficie d'une prise en charge partielle ou totale selon son effectif de la rémunération du salarié et des charges sociales pendant sa formation ainsi que du coût pédagogique de la formation et des frais associés.

Initié en 2021, le dispositif a été modifié par une instruction ministérielle du 7 février 2022 en vue de le simplifier, en particulier pour les PME, et d'élargir les conditions de son recours. Sur le premier point, les modalités d'identification des métiers fragilisés dans l'entreprise sont simplifiées dans les entreprises de moins de 300 salariés en leur permettant d'établir leur propre liste par voie de décision unilatérale et donc sans passer par un accord d'entreprise.

La deuxième évolution majeure porte sur la situation du salarié une fois formé. La version initiale du dispositif réservait l'accès au dispositif au salarié porteur d'un projet de mobilité externe. Il est désormais admis qu'un salarié



“Il est désormais admis qu'un salarié puisse accéder à ce dispositif et accéder à un métier porteur dans son entreprise, sans changer d'employeur”

puisse accéder à ce dispositif et accéder à un métier porteur dans son entreprise, sans changer d'employeur.

La troisième évolution majeure réside dans la possibilité d'inscrire ce dispositif dans le cadre d'un accord de GEPP ou d'un accord de rupture conventionnelle collective permettant au salarié adhérent à un congé de mobilité de bénéficier de ces mesures incitatives.

S'agissant de la mise en œuvre, l'entreprise peut bénéficier du support des services de la DREETS par le biais des délégués aux reconversions professionnelles (DARP) et pour celle qui emploie moins de 250 salariés du financement d'une prestation de conseil en ressources humaines (PCRH).

Si le dispositif est aujourd'hui relativement peu connu, son recours mérite d'être étudié notamment parce qu'il peut éviter un Plan de Sauvegarde de l'Emploi dont chacun mesure les effets néfastes tant pour l'entreprise que pour les salariés concernés ■

Cédric Pozniac

CONSULTANT ET COACH PROFESSIONNEL,
QUINTESENS

Des réunions efficaces ? Oui c'est possible !

Je suis souvent sollicité lors de trainings managériaux (accompagnements managériaux *in situ* pour les managers et dirigeants au plus près de leurs activités et préoccupations quotidiennes) sur des sujets de gestion du temps. Une problématique souvent rencontrée est la « *réunionite* ». Des réunions nombreuses, avec beaucoup d'invités et sur des durées pas toujours adaptées... ni de résultats ou de décisions concrets. J'ai développé un outil mnémotechnique pour bien les préparer et assurer leur efficacité : le MODARI.

M pour Météo. L'idée est de laisser s'exprimer chacun sur leur état d'esprit. Cela ouvre les discussions, instaure un climat de partage mais aussi nous donne de nombreuses informations sur l'équipe et son fonctionnement. Laissez exprimer votre créativité pour proposer différentes thématiques.

O pour Ordre du jour. Quelles sont les informations que vous souhaitez aborder pendant cette réu-



«Quels sont les indicateurs qui vous permettront de dire que la réunion est une réussite ?»

nion? Cela permet aux participants de connaître en amont les sujets, peut-être de découvrir certains documents et de préparer des éléments. Ils sauront ainsi pourquoi ils se doivent d'être présents.

D pour Déroulement.

Quel sera le timing précis de votre réunion ? Est-il réaliste avec votre ordre du jour ? Pensez à inviter les participants sur les sujets qui ne concernent qu'eux et évitez ainsi que certains ne perdent leur temps lors de moments qui ne les concernent pas.

A pour Attentes. Sondez vos invités sur des éléments qu'ils souhaiteraient ajouter à l'ordre du jour. Je vous

conseille de le faire au préalable de la réunion, à la suite de l'envoi de votre ordre du jour. Vous pourrez le réajuster et éviter que votre réunion ne dérape sur des sujets différents de vos

objectifs initiaux.

R pour Règles de fonctionnement. Pensez à définir vos règles de fonctionnement, de confidentialité, de participation, de liberté de parole, de respect du timing. Vous anticiperez d'éventuelles dérives et pourrez cadrer les débats si nécessaire.

I pour Indicateurs de mesure : Quels sont les indicateurs qui vous permettront de vous dire que la réunion est une réussite ? Souhaitez-vous qu'elle serve à prendre des décisions ; lesquelles ? Qu'elle soit informative ; quel message voulez-vous que l'on retienne ? Qu'elle ait un objectif de créativité ; à quoi voulez-vous aboutir ?

J'ai eu l'occasion de croiser dernièrement un ancien dirigeant que j'ai accompagné. Il me disait à quel point ces bonnes pratiques pleines de bon sens lui ont changé son quotidien. Et si ces principes sont partagés et appliqués par l'ensemble des collaborateurs c'est toute l'organisation qui devient plus efficace ! ■

Vincent Pollet

ASSOCIÉ KPMG

Du nouveau en matière de fiscalité franco-belge

Après plusieurs années de négociations, une nouvelle convention fiscale franco-belge en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune a été signée fin 2021.

La date d'entrée en vigueur n'est pas encore connue, le processus de ratification étant toujours en cours, mais cela sera vraisemblablement au plus tôt le 1er janvier 2023.

Les impacts attendus sont lourds de conséquences pour les résidents belges qui détiennent des intérêts en France, notamment en ce qui concerne la taxation des dividendes et les plus-values.

En matière de dividendes, à la faveur d'une jurisprudence récente, les contribuables résidents en Belgique, qui percevaient des dividendes de source française, bénéficiaient depuis peu d'une fiscalité allégée : 25,88% du dividende désormais, contre 38,96% auparavant. La nouvelle convention, via la suppression d'un mécanisme d'imputation de crédit d'impôt, remplace



«La nouvelle convention remplace le contribuable au niveau de taxation antérieure, plus élevée de 13 points»

la contribuable au niveau de taxation antérieure, plus élevé de 13 points.

En matière de plus-values mobilières,

la taxation a en principe lieu au profit du pays de résidence du cédant. De fait, un résident belge se trouve le plus souvent exempté d'impôt sur les plus-values de cession de participations françaises. Pour limiter les effets de l'exil fiscal, il existe déjà un régime spécifique d'exit tax permettant à la France de fiscaliser une partie de ces plus-values. Celui-ci sera désormais complété par un dispositif visant les « participations substantielles » (supérieures ou égales à 25%). Il aura pour effet de faire

basculer la taxation dans l'Etat où est établie la société, si la cession de

celle-ci a lieu dans les 7 ans suivant le déménagement en Belgique. Cette règle visera également les schémas de détention indirecte (holding).

En matière de plus-values immobilières, les changements de la convention visent à intégrer les évolutions jurisprudentielles récentes ainsi que la taxation française des plus-values de cession de sociétés à prépondérance immobilière. Sont visées les parts dans les sociétés dont l'actif comprend plus de 50% de biens immobiliers. Une exception notable est à relever : les bâtiments à usage professionnel ne seront pas appréhendés dans le seuil de 50%. Il convient enfin de relever qu'à l'inverse, le sujet de la double imposition des revenus des SCI françaises translucides (en cas de distribution de dividendes aux associés résidant résidents en Belgique) n'est toujours pas résolu alors que l'occasion était ici donnée ■

Hommage brassicole

Relancée en 2019 par les 9e et 10e générations, la brasserie Motte-Cordonnier rend ce mois-ci hommage aux milliers d'hommes et de femmes qui ont contribué à son histoire. Photos, objets dérivés, grimoires de brasseurs... plongée dans 370 longues années passées sous l'Étoile du Brasseur. Jusqu'au 25 juin. 10h-18h du mar. au sam. A l'Office du Tourisme d'Armentières. Entrée libre
Temps fort : 5 juin, de 14h-17h, conférence sur l'histoire de Motte-Cordonnier, en présence de la famille et d'anciens salariés
 03 61 76 21 85



Mahler et Rachmaninov lillois

Les 16 et 17 juin, l'auditorium du Nouveau Siècle vibrera au son des Chants d'un compagnon errant de l'autrichien Mahler et de la Symphonie n°2 du russe Rachmaninov. Un concert symphonique de l'Orchestre national de Lille, accompagné du baryton John Chest et sous la direction du britannique Alpesh Chauhan.

Jeudi 16 et vendredi 17 juin à 20h
Nouveau Siècle, Lille
Infos et billetterie sur www.onlille.com
ou au 03 20 12 82 40

©Firenze

Bavay romain

Après 9 mois de fermeture, le site archéologique Forum antique de Bavay, l'un des plus grands de tout l'Empire romain, classé d'intérêt national et Monument historique, a rouvert ses 2,5 hectares. Jusqu'en novembre, le musée départemental s'intéresse à l'apparence esthétique romaine avec des objets, vêtements et accessoires utilisés à l'époque. Mais aussi toute une galerie de portraits. A découvrir au sein du tout nouveau parcours couvert.

Horaires 9h-12h et 13h-18h
Sauf mer. et sam. : 13h-18h

6€/4€ ou gratuit. Info et billetterie sur forumantique.fr

© Explorations architectures

Haute couture orientaliste

Initialement prévue en 2020, reportée à cause de la pandémie, la première expo rétrospective consacrée à la maison Lecoanet Hemant s'installe à la Cité de la dentelle et de la mode de Calais. Plus de 40 ans de créations, alliant couture française et esprit d'Orient, à découvrir sur plus de 80 silhouettes dans une mise en scène graphique et colorée.

Du 18 juin au 31 décembre
Tous les jours dès 10h.
Fermé le mardi
www.cite-dentelle.fr



Touquet classique

Changement de partition pour le festival Pianos Folies du Touquet. Désormais, celui-ci s'organise chaque année aux alentours du week-end de la Pentecôte. Et pour cette année, il devient Les Classiques du Touquet. Un rendez-vous avec des artistes et pianistes de renommée internationale, organisé au Palais des Congrès et au sein du patrimoine de la station.

Du 1er au 6 juin
Programme complet, tarifs et info sur www.lespianosfolies.com
Concerts prévus aussi à Hesdin, Montreuil-sur-Mer, Etaples-sur-Mer, Beaurainville, Dourriez et au CHAM de Rang-du-Fliers

Réinvention

Le musée des Beaux-Arts de Lille dévoilera ce mois-ci la nouvelle version des salles Moyen-âge et Renaissance fermées depuis fin 2021. Parcours revu et enrichi au sein d'une nouvelle scénographie, œuvres restaurées, outils numériques, espaces immersifs, art contemporain... Découverte d'un musée en pleine réinvention.

Réouverture courant juin
pba.lille.fr

Picasso au monde arabe

Même sans s'y rendre physiquement, le maître espagnol a été lié au monde arabe à travers ses œuvres. Picasso et les avant-gardes arabes met en évidence quelque 70 peintures, céramiques et arts graphiques de Picasso réalisés dès les années 40, jusqu'aux années 80. A découvrir également, les œuvres d'artistes arabes, jamais présentées en Europe, issues de collections privées du Moyen-Orient. Une expo initiée par l'Institut du monde arabe-Tourcoing, en collaboration avec le Musée national Picasso Paris.

A l'IMA-Tourcoing jusqu'au 10 juillet.
Du mar. au ven. : 13h-18h. Sam. et dim. : 10h-18h
6€/4€. www.ima-tourcoing.fr
03 28 35 04 00



Shona bonduois

Les Shonas sont la tribu majoritaire au Zimbabwe dont certains membres se sont mis dans les années 50 à sculpter les pierres. Dans un souci constant du beau, avec des mélanges de textures et de matière brute. L'art Shona est aujourd'hui exposé à l'aéroport d'Atlanta, au musée d'art moderne de New York ou dans les jardins de célébrités comme Will Smith ou Denzel Washington. Mais aussi à l'Espace culturel de Bondues dès le 11 juin. Une expo proposée par le bonduois Cédric Malysse qui, pendant ses nombreux voyages au Zimbabwe, a sélectionné les plus belles pièces de ces artistes hors du commun.

Espace culturel de Bondues
Du 11 juin jusqu'au 3 juillet. Tous les jours.
Entrée libre
Infos sur www.ville-bondues.fr - 03 20 94 42 76

©PMN Grand Palais Stéphane Maréchal



Le goût d'ÉCO121

Comme tous les mois, Didier Nicolas pose son regard indépendant sur un établissement de la région. Ce mois-ci, La Villa, à la frontière entre Lille et Lomme.



La Villa, une ambition gastronomique en rodage

L'ancienne maladrerie de l'avenue de Dunkerque renaît cette fois sous la forme d'un restaurant "bistronomique" sous la houlette du chef Theo De Decker, passé chez Bocuse.

Ouvert il y a quelques semaines, dans l'environnement un peu ingrat de l'avenue de Dunkerque, et en renforcement, cette maladrerie (léproserie) du XVe siècle a été insuffisamment préservée par l'administration des bâtiments de France, pourtant souvent si sourcilieuse, et a subi quelques outrages lors des adaptations à de nouvelles activités.

Cette fois, ce sont deux restaurateurs, du Tricanaria à Lille, et de l'Avventura à Villeneuve d'Ascq, qui en ont fait cette «Villa» d'une cinquantaine de couverts, en remplacement d'une pizzeria, croit-on, en trois salles, une en rez-de-chaussée, deux en étage, l'une sous verrière, dont un pan reprend la pyramide du Louvre, et l'autre sous la voute en ogive de l'ancienne chapelle. Pour le décor, tous les goûts sont dans la nature, dit-on, mais il ne faut pas y chercher l'intimité qui ne nous en pas paru le point fort malgré la présence des vieilles briques : murs et fauteuils blancs, tables noires, et revêtement de sol clair banal.

Le jeune chef, Theo De Decker, est passé chez Bocuse, à la Maison de Bacon au Cap d'Antibes, et à La Hof van Cleve de Peter Goossens à Kruisens en Flandre (3 étoiles Michelin).

Au déjeuner, il propose un plat du jour à 20 €, ce jour, un aioli de cabillaud ; sur ardoise, une courte carte : caviar

Baeri, turbot, côtes de veau, poulpe, homard entier, et une formule à 45€, à deux choix pour l'entrée et le plat.

Après une boulette d'agneau en amuse-bouche, le saumon en tataki (vivement grillé puis mariné), pris dans la « ventrèche », est bien moelleux et gras comme il faut, agrémenté de gingembre confit; les trois asperges sont servies avec la garniture flamande, à base d'œuf dur, fort bien réalisée. En plats, le filet de barbu, délicatement grillé, est posé sur asperges et deux purées; le copieux filet de veau, très bien cuit à basse température, est tendre et goûteux, avec purée et épinard ; mais la grosse tentacule de poulpe, jus aux épices, était décevante, dure à mastiquer et la composition maladroite; il faut dire que ce produit nécessite une technique particulière de cuisson et se prête mal aux méthodes classiques. Quant aux desserts, la glace de la dame blanche était remarquable; au tiramisu, ici à la pêche - c'est tôt en saison pour la pêche !-, il manquait le biscuité; si la tartelette à la rhubarbe était bien présentée, sa texture laissait à désirer.

Souignons néanmoins avec plaisir que les assiettes ne cèdent pas à l'ascétisme à la mode du gastronomique (excepté pour les 3 asperges en entrée), est-ce le sens de bistronomie ?

Le choix des vins au verre est très court: un saint-émilion seul en rouge !



LA VILLA
253 av de Dunkerque
Lomme
Tél 03 20 49 10 06
lavillalomme.fr
bientôt en ligne

Menu 45 €, 37 € en
2 services /
Carte env 60€
Fermé dim soir
et lundi
Ouvert 12h-14h et
18h30-22h

Il y a pourtant des moyens faciles de garder une bouteille ouverte sans oxydation; en revanche, le saint-joseph Les Challoys 2020 de Delas frères, à la bouteille, plein de corps et de nez, est une belle découverte. Le service, lui, est probablement en rodage... ■

Didier Nicolas

Retrouvez les anciens numéros d'Éco121 !



N°63 N°64 N°65 N°66 N°67 N°68 N°71



N°72 N°73 N°74 N°75 N°76 N°77 N°78



N°79 N°80 N°90 N°92 N°93 N°94 N°100



N°103 N°104 N°105 N°106 N°107 N°108 N°109

Bon de commande

Je souhaite recevoir le(s) ancien(s) numéro(s) suivant(s) :

- | | | | | | |
|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> n°68 | <input type="checkbox"/> n°77 | <input type="checkbox"/> n°86 | <input type="checkbox"/> n°95 | <input type="checkbox"/> n°103 | <input type="checkbox"/> n°112 |
| <input type="checkbox"/> n°69 | <input type="checkbox"/> n°78 | <input type="checkbox"/> n°87 | <input type="checkbox"/> n°96 | <input type="checkbox"/> n°104 | <input type="checkbox"/> n°113 |
| <input type="checkbox"/> n°70 | <input type="checkbox"/> n°79 | <input type="checkbox"/> n°88 | <input type="checkbox"/> n°97 | <input type="checkbox"/> n°105 | <input type="checkbox"/> n°114 |
| <input type="checkbox"/> n°71 | <input type="checkbox"/> n°80 | <input type="checkbox"/> n°89 | <input type="checkbox"/> n°98 | <input type="checkbox"/> n°106 | <input type="checkbox"/> n°115 |
| <input type="checkbox"/> n°72 | <input type="checkbox"/> n°81 | <input type="checkbox"/> n°90 | <input type="checkbox"/> n°99 | <input type="checkbox"/> n°107 | <input type="checkbox"/> n°116 |
| <input type="checkbox"/> n°73 | <input type="checkbox"/> n°82 | <input type="checkbox"/> n°91 | <input type="checkbox"/> n°100 | <input type="checkbox"/> n°108 | <input type="checkbox"/> n°117 |
| <input type="checkbox"/> n°74 | <input type="checkbox"/> n°83 | <input type="checkbox"/> n°92 | <input type="checkbox"/> n°101 | <input type="checkbox"/> n°109 | <input type="checkbox"/> n°118 |
| <input type="checkbox"/> n°75 | <input type="checkbox"/> n°84 | <input type="checkbox"/> n°93 | <input type="checkbox"/> n°102 | <input type="checkbox"/> n°110 | <input type="checkbox"/> n°119 |
| <input type="checkbox"/> n°76 | <input type="checkbox"/> n°85 | <input type="checkbox"/> n°94 | <input type="checkbox"/> n°102 | <input type="checkbox"/> n°111 | <input type="checkbox"/> n°120 |

Au prix de :

- 1 numéro 3€00
 2 numéros 2€50 l'unité
 3 numéros et au-delà 2€00 l'unité
+ Frais de port (jusqu'à 3 ex. au-delà, nous consulter) 3€50

Soit au total : €

Vos coordonnées :

NOM _____
 PRÉNOM _____
 ADRESSE _____
 _____ CODE POSTAL _____
 VILLE _____
 TÉL. _____

Règlement

- Par chèque à l'ordre de ECOPRESSE
 Par virement : Banque Caisse d'Épargne
 LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

ENVOYEZ À : **Ecopresse - Riveo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-Lez-Lille**

GRAND LANCEMENT
LES MEILLEURES OPPORTUNITÉS DU 17 AU 19 JUIN

RÉSIDENCE ÉTUDIANTE

RUE JULES GUESDE

JOÏA



LILLE - LOMME, PLUS DE 120 000 ÉTUDIANTS



LOYERS
GARANTIS



AVANTAGES
FISCAUX



RÉCUPÉRATION
DE LA TVA

0800 48 47 46

nexity.fr


La vie ensemble

 Edouard
Denis